

Pistes pour un concept d'Observatoire valaisan du développement culturel

Travail de Bachelor

Réalisé par :
Line Cuanillon

Professeur responsable :
Marie-Françoise Perruchoud-Massy

Expert :
Axel Roduit
Conseiller culturel à l'État du Valais

Déposé le 16 décembre 2012, à Sierre

www.hevs.ch



Sources photos page de titre

De gauche à droite :

Photo-Genic.ch (2009a)	© Culture Valais
Sohl (2012)	© Théâtre du Crochetan
Glassey (2012)	© État du Valais
Photo-Genic.ch (2009b)	© Culture Valais

Résumé

Le canton du Valais, au travers de son Service de la culture, souhaite créer un Observatoire valaisan du développement culturel. Cet outil, alimenté grâce à des données statistiques récoltées auprès de diverses sources, aura pour but de servir d'aide à la prise de décision et de permettre d'orienter la politique culturelle valaisanne en connaissance de cause. Les représentations spatiales et cartographiques, en particulier, sont essentielles pour un canton hétérogène tel que le Valais.

Pour l'élaboration de l'avant-projet, un groupe de travail a été constitué et chargé d'explorer les différents modèles existants en Suisse et dans le monde tout en réfléchissant comment les adapter au projet valaisan. Ce travail s'intègre à l'avant-projet et propose un inventaire des différentes pratiques existantes en matière d'observation culturelle. Les meilleures d'entre elles ont été répertoriées, analysées et comparées pour tenter de dégager des pistes d'application correspondant aux souhaits des initiateurs du projet. Les modèles les plus pertinents pour la représentation cartographique sont le Système d'information du territoire genevois et l'eAtlas du Valais. En ce qui concerne la récolte de données statistiques, c'est l'Observatoire de la Culture et des Communications du Québec qui se démarque. Sur la base de ces exemples, des pistes d'adaptation possibles pour le projet valaisan sont proposées, ainsi que divers supports de communication envisageables pour le futur Observatoire valaisan du développement culturel.

Mots-clés

Observatoire ; culture ; Valais ; statistiques ; politique culturelle

Avant-propos et remerciements

Le thème de ce travail ainsi qu'un stage à l'Institut de Tourisme (ITO) de la HES-SO en lien avec le projet de création d'un Observatoire valaisan du développement culturel m'ont été proposés par Marie-Françoise Perruchoud-Massy, professeur à la HES-SO Valais et collaboratrice scientifique de l'ITO. C'est avant tout la possibilité de travailler sur un projet concret de l'État du Valais et le fait d'être intégrée au groupe de travail de l'avant-projet qui m'ont séduite. De plus, l'idée de collaborer à la réalisation d'un outil servant les intérêts de la culture, domaine qui m'intéresse beaucoup, était particulièrement motivante.

C'est donc durant les trois mois passés à l'ITO en tant que stagiaire à mi-temps que j'ai rédigé ce travail, collaborant ainsi à la mise sur pied de l'avant-projet puisque plusieurs parties de ce rapport y seront intégrées. J'ai eu la chance de participer activement aux séances du groupe de travail en y présentant les résultats de mes recherches et en apportant mes idées.

Les défis relatifs à la réalisation de ce travail ont été nombreux pour moi puisqu'il s'agissait de ma première expérience dans le domaine de la recherche, dans l'élaboration d'un projet partant de zéro et dans la collaboration avec des institutions cantonales officielles. Le principal enjeu était selon moi l'adaptation du contenu de ce rapport aux différentes pistes et idées qui étaient soulevées à chaque réunion du groupe de travail. En effet, la structure de ce dossier a été modifiée à maintes reprises pour refléter autant que possible l'avancée réelle du projet. Le rapport final est donc bien différent du premier plan qui avait été défini. De plus, étant tenue par les délais imposés de respecter une certaine cadence pour la rédaction de ce travail, il fut des périodes durant lesquelles j'ai été contrainte de faire des choix puisque le projet en lui-même avançait à un rythme moins soutenu.

Enfin, les limites de ce travail furent claires d'entrée de jeu puisque le projet en question était au stade d'avant-projet uniquement et que les processus de validation, de mise en place et de réalisation nécessitent du temps. De ce fait, mon travail ne pouvait en aucun cas prétendre apporter la solution parfaite pour la création de l'Observatoire valaisan du développement culturel. Au contraire, il s'agit en fait d'un inventaire des différents outils et

modèles existants sur lesquels il serait possible de se baser. Les recherches futures devront donc étudier ces pistes plus attentivement et mener à des prises de décision pour la suite du projet. Ce sont tous ces efforts d'adaptation et de mise à niveau entre mon travail et le projet cantonal qui ont rendu cette expérience si enrichissante pour moi.

Je souhaite d'ailleurs remercier tout spécialement Marie-Françoise Perruchoud-Massy, professeur responsable de ce travail, pour sa disponibilité, ses précieux conseils et sa bonne humeur. Un grand merci également au Service de la culture du canton du Valais, et particulièrement à Axel Roduit, conseiller culturel et chef de ce projet, pour m'avoir permis d'intégrer le groupe de travail, pour le temps qui m'a été consacré et pour les précieuses informations reçues. Des remerciements chaleureux vont encore aux personnes suivantes pour m'avoir gentiment apporté leur expertise et avoir ainsi contribué au bon déroulement de ce travail :

- Jacques Cordonier, chef du Service de la culture à l'État du Valais
- Pierre Cagna, architecte et président du Conseil de la culture à l'État du Valais
- Marlène Rieder, responsable de la promotion culturelle pour la Plateforme Culture Valais
- Jean-Christophe Loubier, géographe quantitatif spécialiste en géomatique et collaborateur scientifique à l'Institut Entrepreneurship Management
- Les collaborateurs scientifiques de l'Institut de Tourisme de la HES-SO Valais

Table des matières

RÉSUMÉ	iii
AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS	iv
TABLE DES MATIÈRES	vi
LISTE DES FIGURES	ix
LISTE DES TABLEAUX	x
LISTE DES ABRÉVIATIONS	xi
INTRODUCTION.....	1
1. DÉFINITIONS ET CONTENU	2
1.1. La notion d'observation culturelle	2
1.2. L'Observatoire valaisan du tourisme.....	4
1.3. Liens entre les projets de l'OVT et de l'OVDC.....	5
1.3.1. Tourisme et culture	5
1.3.2. La culture et l'OVT	7
1.3.3. Data Warehouse	9
2. LES POLITIQUES CULTURELLES EN VALAIS.....	11
2.1. Qu'est-ce qu'une politique culturelle ?	11
2.2. Contexte en Suisse	12
2.3. La loi sur la promotion de la culture	12
2.4. La politique d'encouragement culturel	13
3. LE PROJET D'OBSERVATOIRE VALAISAN DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	15
3.1. Contexte.....	15
3.2. Objectifs	16
3.3. L'avant-projet.....	17
3.4. Méthodologie et planification	18

4. INVENTAIRE ET BENCHMARK DES OBSERVATOIRES DE LA CULTURE EXISTANTS	19
5. FOCUS SUR DEUX SYSTÈMES DE CLASSIFICATION DES ACTIVITÉS CULTURELLES	22
5.1. Le cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles (CSC)	22
5.1.1. Le cycle culturel.....	24
5.1.2. Structure du CSC	25
5.2. Le système de classification des activités de la culture et des communications du Québec (SCACCQ)	27
5.2.1. Unité statistique choisie	28
5.2.2. Structure du SCACCQ.....	28
5.3. Synthèse.....	30
6. LE SYSTÈME D'INFORMATION DU TERRITOIRE GENEVOIS	30
6.1. Définition d'un système d'information géographique.....	30
6.2. Le SIT Valais.....	31
6.3. Le cas du Canton de Genève et son Atlas culturel transfrontalier	32
7. PISTES POUR UN CONCEPT D'OBSERVATOIRE VALAISAN DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL SUR LA BASE DU SITG	37
7.1. Nomenclature : adaptation du SITG au SIT VS d'après le CSC de l'UNESCO	37
7.1.1. Problématique	38
7.1.2. Propositions pour une intégration au modèle genevois.....	38
7.1.3. La nomenclature du SITG adaptée d'après l'UNESCO.....	41
7.2. Collaboration avec la Plateforme Culture Valais	43
7.3. Représentation cartographique	44
7.3.1. L'Atlas du Valais.....	45
7.4. Intégration de statistiques complémentaires.....	48
7.4.1. Statistiques financières.....	48
7.4.2. Statistiques sur les emplois	49

7.4.3. Statistiques sur les pratiques culturelles	50
7.4.4. Récolte des données statistiques complémentaires	51
7.5. Supports de communication possibles.....	54
LIMITES, RECHERCHES FUTURES ET CONCLUSION	60
RÉFÉRENCES	62
ANNEXE I : INVENTAIRE ET BENCHMARK COMPLET DES OBSERVATOIRES CULTURELS	
EXISTANTS.....	67
DÉCLARATION DE L'AUTEUR	80

Liste des figures

Figure 1 - La mission de l'Observatoire valaisan du tourisme	4
Figure 2 - Les activités culturelles: un rôle important pour le tourisme en Suisse	5
Figure 3 - Structure de l'Observatoire valaisan du tourisme.....	8
Figure 4 - Exemple de cartographie des musées belges selon la densité de population	21
Figure 5 - Le cycle culturel selon l'UNESCO	24
Figure 6 - Schéma illustrant le système de classification proposé par l'UNESCO	26
Figure 7 - SITG : représentation du Grand Genève à l'échelle 1:300'000	33
Figure 8 - SITG : représentation du quartier de la Cité à Genève à l'échelle 1:500.....	33
Figure 9 - Légende du système de classification de l'Atlas culturel transfrontalier	35
Figure 10 - Point du lieu culturel "Moulin à Danses" à Genève	36
Figure 11 - Atlas culturel genevois: les informations attributaires.....	36
Figure 12 - Fiche signalétique du Théâtre du Crochetan sur la Plateforme Culture Valais	43
Figure 13 - Représentation cartographique des nuitées touristiques dans les communes valaisannes en 2011	46
Figure 14 - eAtlas: nombre d'infrastructures culturelles par commune en Valais en 2012	47
Figure 15 - eAtlas: nombre d'institutions culturelles par commune en Valais en 2012.....	47

Liste des tableaux

Tableau 1 - Différences entre base de données et data warehouse	9
Tableau 2 - Bénéficiaires et montants des subventions culturelles accordées par le Canton du Valais en 2011	14
Tableau 3 - Bonnes pratiques : cinq observatoires culturels retenus	20
Tableau 4 - Systèmes de classification internationaux intégrés au CSC de l'UNESCO	23
Tableau 5 - Classification et nomenclature de l'Atlas culturel transfrontalier.....	34
Tableau 6 - Nomenclature du l'Atlas culturel transfrontalier adaptée d'après l'UNESCO	42

Liste des abréviations

ACT	Atlas culturel transfrontalier (du système d'information du territoire genevois)
CSC	Cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles
DW	Data warehouse
ISQ	Institut de la statistique du Québec
IS UNESCO	Institut de la statistique de l'UNESCO
ITO	Institut de Tourisme, HES-SO Valais
LoRo	Loterie Romande
OCCQ	Observatoire de la culture et des communications du Québec
OPC	Observatoire des politiques culturelles de Grenoble
OVDC	Observatoire valaisan du développement culturel
OVT	Observatoire valaisan du tourisme
PCV	Plateforme Culture Valais
SCACCQ	Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
SIG	Système d'information géographique
SITG	Système d'information du territoire genevois
SIT VS	Système d'information du territoire du canton du Valais
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Introduction

Depuis l'entrée en vigueur de la politique d'encouragement culturel cantonale il y a une quinzaine d'années, la culture en Valais poursuit son développement rapide, tant en volume qu'en qualité. De nombreuses institutions et manifestations culturelles sont d'ailleurs reconnues hors des frontières du canton, faisant du Valais un modèle de dynamisme. Le Service de la culture de l'État du Valais, en charge de la promotion culturelle, y est pour beaucoup, puisque de nombreux investissements dans le développement de la culture ont été faits ces dernières années. Conséquence de cette rapide croissance, le canton souhaite maintenant investir dans la connaissance de la culture en Valais afin de pouvoir orienter sa politique culturelle sur la base de données concrètes et fiables. Les initiateurs du projet souhaitent notamment disposer de représentations cartographiques, outil permettant une vue d'ensemble de tout le territoire cantonal. Pour toutes ces raisons, le Service de la culture a initié en 2012 un nouveau projet portant sur la création d'un Observatoire valaisan du développement culturel, outil statistique qui servira d'aide à la prise de décision.

Ce rapport, réalisé dans le cadre de l'avant-projet et en collaboration avec le groupe de travail, a pour but de présenter un état des lieux des recherches faites tout en tenant compte des souhaits des initiateurs du projet. Il soulève différentes questions concernant la typologie des statistiques souhaitées, la méthodologie utilisée pour la collecte de ces données ainsi que la communication qui doit ensuite être mise en place pour que les résultats obtenus servent les intérêts de la culture auprès des professionnels et du grand public.

La première partie de ce travail présente le projet et le contexte dans lequel celui-ci est né. Ensuite, un inventaire des différents observatoires culturels existants et un benchmark ont été réalisés afin de dégager les bonnes pratiques sur lesquelles se baser pour le projet valaisan. Une troisième étape propose des outils de représentation géographique qui pourraient être mis au service de l'Observatoire valaisan du développement culturel pour répondre aux besoins des décideurs. Finalement, la dernière partie suggère différents moyens de communication possibles pour l'observatoire, en collaboration étroite avec la Plateforme Culture Valais.

1. Définitions et contenu

1.1. La notion d'observation culturelle

L'observation est une notion difficile à définir avec précision, qui peut avoir plusieurs significations et de nombreux domaines d'application. Elle fait partie des pratiques usuelles dans certains domaines, notamment dans les sciences telles que la biologie, l'économie ou encore l'astronomie. En revanche, dans le domaine de la culture, l'observation est plutôt récente puisque, bien que pensée dès les années 1960, elle s'est réellement développée dès le début du 21^e siècle seulement. Le dictionnaire Le Grand Robert définit l'observation comme un « procédé scientifique d'investigation, constatation attentive des phénomènes tels qu'ils se produisent, sans volonté de les modifier » (2012). Cette définition généraliste s'applique tant à l'observation biologique que culturelle. Il n'existe en revanche, à ce jour, aucune définition officielle de la notion d'observation culturelle. Cependant, celle proposée par Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles de Grenoble (OPC), lors d'un séminaire en 2007 est assez complète et englobe les différents aspects de cette notion :

L'observation culturelle régionale consiste à produire, à capitaliser de l'information et de l'analyse concernant les évolutions majeures du secteur culturel à l'échelle territoriale des régions et mettre ces éléments à la disposition des décideurs, des professionnels, des acteurs locaux et de la société civile. (Observatoire des politiques culturelles [OPC], 2008, p. 14)

Cette définition est particulièrement intéressante car elle met en exergue la complexité de la tâche d'observation (production, capitalisation, analyse des données) ainsi que le nombre d'acteurs impliqués et les destinataires de cette observation. En revanche, l'aspect temporel est quelque peu négligé dans cette définition. Blanc souligne en effet qu'il est fondamental de se concentrer sur le côté historique et la compréhension du présent dans le but de pouvoir ensuite se tourner vers l'avenir (2006, p. 159). Sans cette étude du passé, l'observateur ne sera pas en mesure d'imaginer des perspectives d'avenir fiables. On comprend dès lors toute la difficulté de mettre en place un tel outil d'observation pour qu'il

parvienne à impliquer toutes les parties et réponde à leurs attentes. Ainsi, Saez postule encore que, pour être considérée comme valide, l'observation doit respecter certains critères, tels que notamment la fiabilité des données et leur caractère scientifique, leur comparabilité et finalement, leur accessibilité pour le grand public. Enfin, le directeur de l'OPC dégage quatre enjeux majeurs de l'observation culturelle (2008, p. 15), détaillés ci-dessous.

L'enjeu de connaissance

Le secteur de la culture ayant subi ces dernières années une forte croissance accompagnée d'une grande diversification, due notamment à l'émergence des nouvelles technologies de l'information, il est parfois difficile de quantifier ce développement et de le situer par rapport à d'autres secteurs de l'économie. L'un des enjeux de l'observation culturelle est donc de tenter d'établir un état des lieux de ce domaine.

L'enjeu de partage et de mise en débat

Encore une fois, l'un des buts principaux de l'observation culturelle est que les enquêtes réalisées et les résultats obtenus servent directement les différents acteurs du secteur de la culture. Jean-Pierre Saez met l'accent sur le fait que l'observation ne doit pas s'apparenter à une procédure d'audit de l'activité culturelle permettant aux autorités de prendre leurs décisions sans consulter les acteurs impliqués, mais devrait avant tout représenter une base pour le dialogue, le débat et la collaboration entre les parties impliquées.

L'enjeu de mise en perspective de l'observation culturelle

Outre l'utilité pour le secteur de la culture de la région étudiée, il est important que les études et les enquêtes réalisées puissent être mises en perspective avec des analyses d'autres secteurs ou territoires, en vue de comparaisons et de benchmarking.

L'enjeu de transformation et de métabolisation de la connaissance

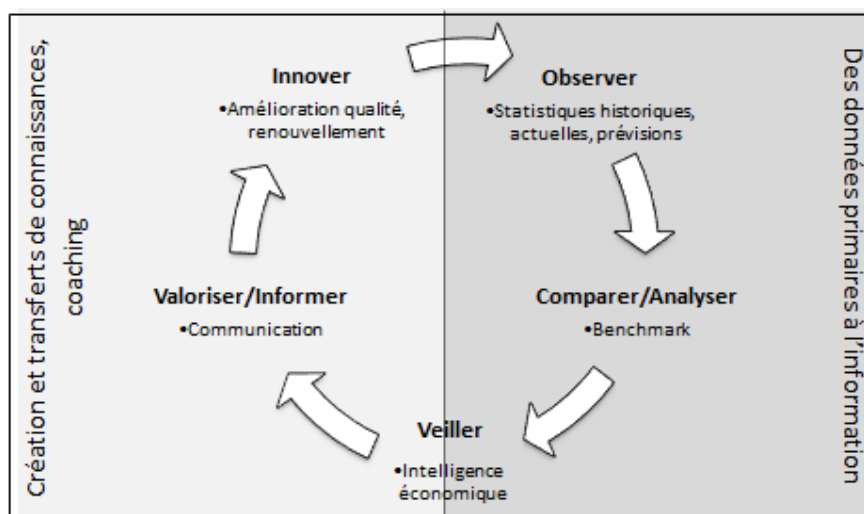
Saez souligne encore qu'il est essentiel que les travaux réalisés puissent permettre d'élaborer une stratégie concrète et de dégager des pistes de travail. Or, afin de diriger ces actions dans la bonne direction, la connaissance du secteur est fondamentale, ce qui renvoie au premier des enjeux cités.

1.2. L'Observatoire valaisan du tourisme

L'observation est plutôt tendance en Valais, puisqu'un projet concernant le domaine du tourisme est en train de voir le jour. En effet, l'Institut de Tourisme de la HES-SO (ITO) a été mandaté par l'État du Valais pour mener à bien des études préparatoires concernant un projet d'Observatoire valaisan du tourisme (OVT). Les tâches de l'ITO ont été notamment la réalisation de diverses études de marché, la veille et le benchmark des observatoires touristiques, l'inventaire des données statistiques existantes ou encore la création d'exemples de supports de diffusion possibles. Le dossier élaboré par l'ITO a été présenté au mandant en fin d'année 2012. Ensuite, le canton du Valais étant une collectivité publique, un appel d'offre sera lancé. L'ITO proposera évidemment son propre projet d'Observatoire valaisan du tourisme et espère remporter ce mandat important, étalé sur plusieurs années.

Le Valais est l'un des cantons suisses les plus dynamiques au niveau touristique ; celui-ci a notamment enregistré 4.1 millions de nuitées en 2011, se plaçant ainsi 4^e derrière les cantons des Grisons, de Berne et de Zürich (Fédération suisse du tourisme, 2011, p. 20). Il est donc primordial pour les destinations touristiques valaisannes d'avoir accès à différentes informations pour gérer ce secteur au mieux et rester compétitives face à la concurrence, aussi bien nationale qu'internationale. Cet observatoire se veut donc un outil de statistiques et d'analyse permettant de connaître le marché et les tendances actuelles afin de fournir une aide précieuse à la prise de décision, tant pour le marketing touristique que pour les investissements (ITO, 2012, p. 4). La mission de l'OVT est représentée par le schéma suivant :

Figure 1 - La mission de l'Observatoire valaisan du tourisme



Source : Adapté de l'ITO (2012)

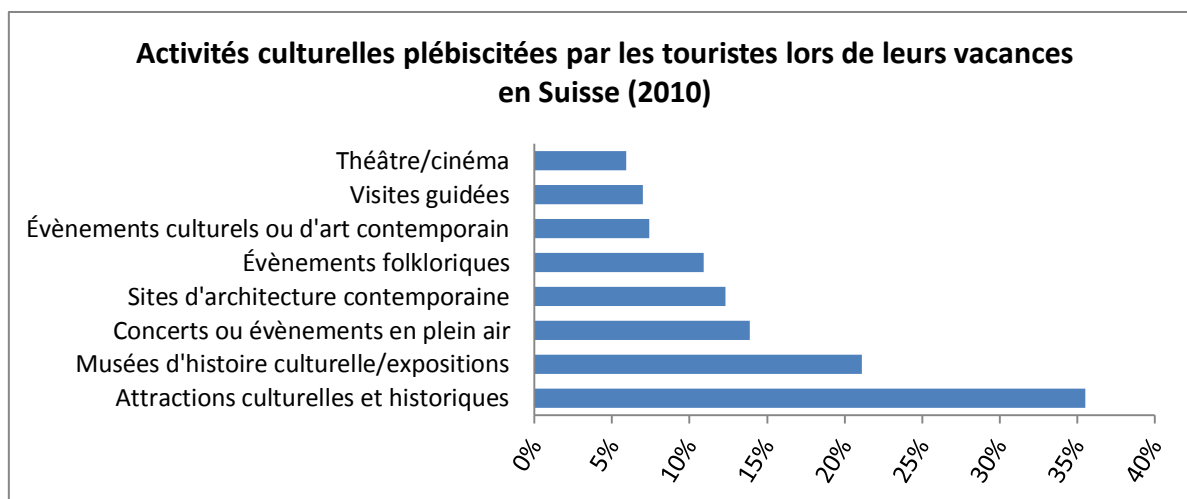
On constate que le schéma ci-dessus, créé pour l'OVT, se rapporte à la mission d'observation en général. Il est donc applicable également pour le projet d'Observatoire valaisan du développement culturel (OVDC). Cette similitude laisse entendre d'entrée de jeu que ces deux projets pourront, voire devront, être liés pour profiter à deux secteurs ayant des intérêts communs.

1.3. Liens entre les projets de l'OVT et de l'OVDC

1.3.1. Tourisme et culture

Le tourisme et la culture sont deux éléments qui paraissent indissociables au premier abord. Qui n'a jamais, sur son lieu de vacances, visité un musée, participé à une manifestation locale ou assisté à un concert ? La culture est en effet régulièrement citée comme l'une des expériences principales recherchées en vacances, à l'image des résultats du Tourism Monitoring 2010, sondage réalisé par Suisse Tourisme auprès d'environ 5'900 touristes visitant la Suisse (2011, p. 17).

Figure 2 - Les activités culturelles: un rôle important pour le tourisme en Suisse



Source : Adapté de Suisse Tourisme (2011)

On constate que la culture présente un intérêt certain pour les touristes en vacances en Suisse, puisque sur un total de 20 activités non-sportives plébiscitées, huit ont trait à la culture. Ainsi, 35.5% des sondés accordent de l'importance à la visite d'attractions culturelles et historiques. Cette activité se place en 7^e position sur les 20 activités mentionnées dans le sondage. Les visites de musées et les événements musicaux sont

ensuite cités par respectivement 21.1% et 13.9% des sondés. A noter encore que les premiers rôles du classement reviennent aux activités ayant trait à la nature et à la gastronomie (Suisse Tourisme, 2011, p. 17).

Or, si le lien entre tourisme et culture est évident, il n'est en revanche pas forcément facile à gérer pour les institutions et prestataires des deux secteurs. Les incompréhensions et différences d'intérêt rendent parfois le dialogue difficile. Rachid Amirou explique cela par le fait que, pour beaucoup d'acteurs de la culture, l'objet culturel est considéré comme attractif en soi et qu'il n'est donc, selon eux, pas nécessaire de le *vendre* d'un point de vue marketing. Ils partent du principe que c'est au public de chercher à y accéder. A l'inverse, les professionnels du tourisme considèrent que l'objet culturel attractif se vend et que, pour cette raison, l'offre culturelle se doit d'aller à la rencontre de la demande (Amirou, 2005, p. 30). Amirou explique encore que, du point de vue des professionnels de la culture, le touriste est souvent perçu comme étant superficiel et peu intéressé à l'objet culturel, sinon à prendre des photographies (2005, p. 31). Ces différences de points de vue et de perception induisent des difficultés pour les milieux de tourisme et de la culture à collaborer efficacement.

Selon Saskia Cousin, le principal enjeu est maintenant de parvenir à dépasser ces divergences d'intérêts et à se concentrer sur les points communs et les relations qui pourraient servir de base pour une collaboration améliorée entre ces deux domaines (2005, p. 17). C'est ce que fait le canton du Valais depuis quelques temps maintenant, et il le fait plutôt bien. Par exemple, sur la base de l'article 1.7 de la Politique d'encouragement culturel, un *Fonds Culture et Tourisme* a été créé. Il s'agit d'un fonds financé conjointement par le Département de l'éducation, de la culture et des sports et le Département de l'économie et du territoire (Canton du Valais, 2012a). Celui-ci a pour but le financement de projets culturels d'intérêt touristique, impliquant des acteurs du monde culturel valaisan et contribuant à l'attractivité du canton au niveau touristique (Canton du Valais, 2012a). En 2011, le *Fonds Culture et Tourisme* bénéficiait d'un budget de CHF 600'000, distribué entre différents projets, dont notamment le Caprices Festival de Crans-Montana et le festival Musikdorf Ernen (A. Roduit, conseiller culturel à l'État du Valais, communication personnelle, 6 décembre 2012). Un autre exemple est le nouveau rendez-vous professionnel qui sera mis

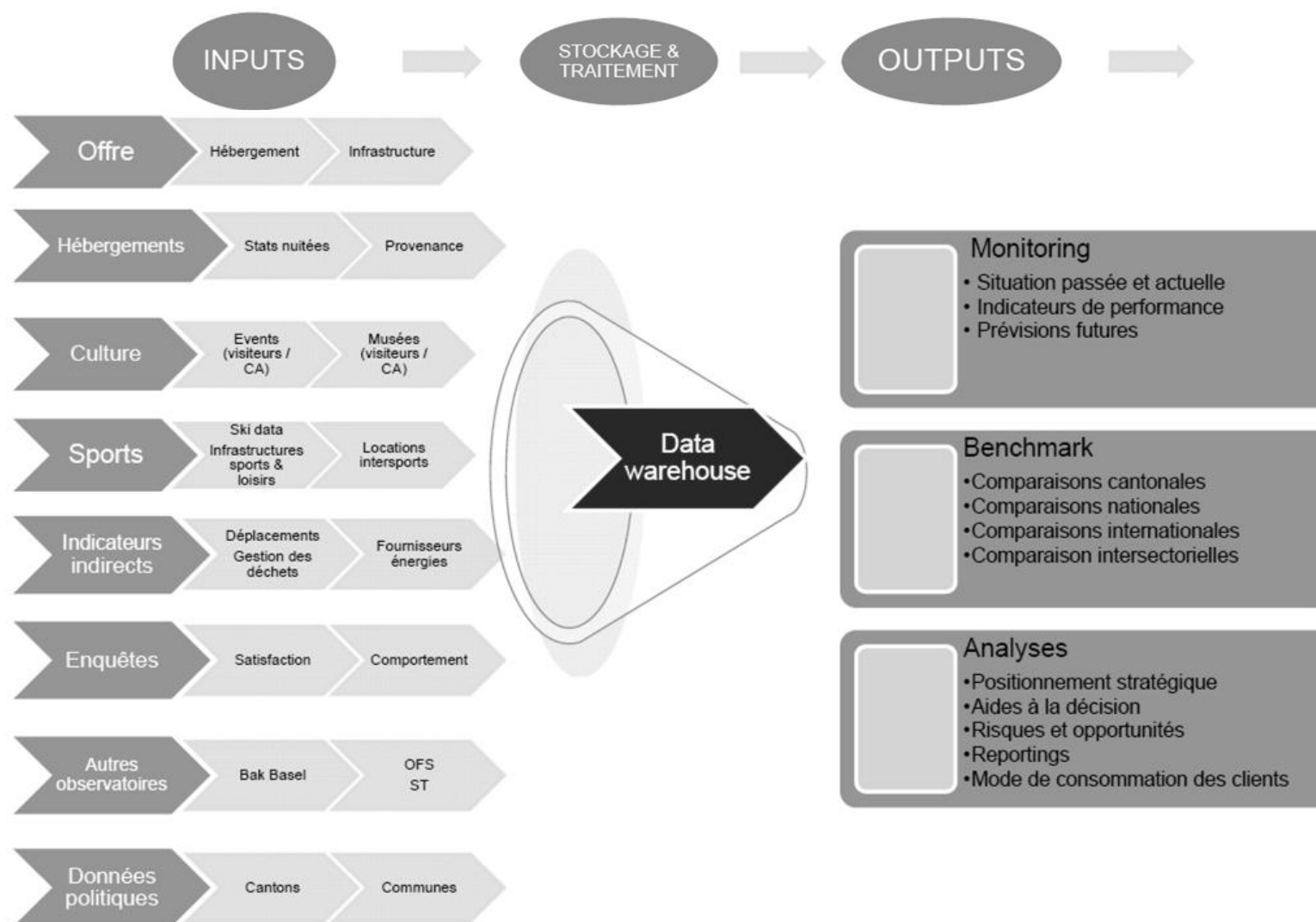
en place dès le 8 mai 2013, sous l'appellation *Journée Culture&Tourisme*, qui s'inscrit dans le programme *Dialogue Culture&Tourisme*, né d'une collaboration entre l'Ecole cantonale d'art du Valais (ECAV) et la HES-SO Valais. Cette rencontre annuelle donnera l'opportunité aux acteurs des deux domaines de réseauter et de présenter leurs projets respectifs dans un cadre favorisant le dialogue (Plateforme Culture Valais, 2012a).

Les projets de l'OVT et de l'OVDC peuvent donc contribuer à renforcer encore les liens entre deux secteurs essentiels au canton du Valais. En parvenant à évaluer l'évolution du tourisme, de la culture, l'importance du premier pour le second et vice versa, les relations intersectorielles seront accentuées. Cela permettra peut-être, à long terme, de parvenir à une gestion conjointe et optimale des ressources.

1.3.2. La culture et l'OVT

Le concept d'Observatoire valaisan du tourisme de l'ITO ayant été conçu pour représenter la globalité du secteur touristique, il est important de mentionner que l'on y trouvait déjà, avant l'initiation du projet d'OVDC, une rubrique *Culture*. La figure suivante représente la structure de l'OVT telle qu'elle a été pensée par l'ITO.

Figure 3 - Structure de l'Observatoire valaisan du tourisme



Source : ITO (2012)

On constate que l'OVT s'articule autour d'un outil nommé *data warehouse* (expliqué au point suivant 1.2.3). Cet outil est alimenté par l'apport de différentes informations statistiques, obtenues grâce à des études de marché, des indicateurs ou au travers des prestataires de divers domaines liés au tourisme. Ces données sont stockées dans la data warehouse, puis exploitées pour la réalisation de différentes actions, comme de la veille, des comparaisons ou de nouvelles études de marché. Cette figure montre que la culture est considérée comme un domaine touristique, au même titre que l'hébergement ou les infrastructures sportives, par exemple. Cependant, il est intéressant de souligner que le tourisme s'intéresse à la culture avant tout, et presque uniquement, sous son aspect de *participation culturelle*, au détriment de la *production* et de la *formation*, qui présentent un intérêt moindre pour le tourisme. En effet, puisqu'il s'agit de connaître le comportement des touristes en ce qui concerne la culture, les informations souhaitées sont notamment liées à la fréquentation, aux dépenses culturelles, à la satisfaction des visiteurs, etc. Le lien entre l'OVT et la culture concerne donc une petite partie du secteur culturel en général.

1.3.3. Data Warehouse

Le terme anglophone *Data warehouse* (DW) est traduit en français par l'appellation *Entrepôt de données* (Oxford Business French Dictionary: French-English, 2012). Dans le cadre de ce travail, l'expression anglaise sera utilisée puisque la traduction française prête quelque peu à confusion avec le terme *base de données*, plus connu du grand public. Il convient en effet de distinguer une DW d'une base de données traditionnelle, deux outils qui ne sont pas destinés au même public. Le tableau imaginé par Sean Kelly (cité dans Golfarelli & Rizzi, 2009, p. 6) montre les principales différences entre ces deux outils :

Tableau 1 - Différences entre base de données et data warehouse

Caractéristique	Base de données opérationnelle	Data Warehouse
Utilisateurs	Milliers	Centaines
Accès	À des centaines d'entrées, en modes lecture et écriture	À des millions d'entrées, principalement en mode lecture
But	Dépend des applications	Support à la prise de décision
Données	Détaillées, à la fois numériques et alphanumériques	Résumées, principalement numériques
Couverture temporelle	Données actuelles seulement	Données actuelles et historiques
Mises à jour	En continu	Périodiquement

Source: Adapté de Golfarelli & Rizzi (2009)

La principale différence entre ces deux outils réside dans le public auquel chacun se destine. L'utilisation de la base de données dépend de son champ d'application, mais cela peut atteindre plusieurs milliers d'utilisateurs si celle-ci est accessible au grand public, comme par exemple une base de données des cinémas en Suisse. La DW, quant à elle, s'adresse plutôt aux *knowledge workers*¹, qui représentent un ensemble bien plus restreint, puisqu'il contient essentiellement les personnes occupant des postes à responsabilité et/ou travaillant dans la recherche et l'analyse. Ensuite, au contraire de la base de données, la DW stocke également des données historiques, car elle a pour but de permettre les comparaisons sur plusieurs années. Pour cette raison, elle s'agrandit régulièrement grâce aux nouvelles données qu'on y insère. La base de données est en revanche mise à jour dès qu'une modification est signalée, et une donnée historique est remplacée par la donnée actuelle (Golfarelli & Rizzi, 2009, p. 5). Pour résumer, le concept de *data warehousing* est défini ainsi par Golfarelli et Rizzi :

Data warehousing is a collection of methods, techniques, and tools used to support *knowledge workers*- seniors managers, directors, managers, analysts – to conduct data analyses that help with performing decision-making processes and improving information resources. (2009, p. 4)

Pour le projet d'OVT, un concept de DW a été développé par les collaborateurs scientifiques de l'ITO. Cet outil sera donc utilisé pour stocker, tirer et ordonner les données statistiques récoltées dans le cadre des études de l'OVT. Il a été décidé par le groupe de travail, sur conseil de Jean-Christophe Loubier, géographe quantitatif spécialiste en géomatique, de ne pas insérer la culture dans la DW de l'OVT, mais bien d'en faire une couche indépendante, qui permettra de gérer les statistiques culturelles dans leur intégralité. Monsieur Loubier a confirmé qu'il serait envisageable de créer une DW parallèle à celle de l'OVT pour l'Observatoire valaisan de la culture, tout en rendant possible l'intégration des données culturelles utiles au tourisme dans la DW de l'OVT (communication personnelle, 12 novembre 2012).

¹ Les *knowledge workers* sont des travailleurs dont les principales activités professionnelles nécessitent la manipulation et le traitement d'informations (Heery, E. & Noon, M., 2012).

Cet outil qui paraît au premier abord plutôt complexe rendra possible le tri et l'organisation des données statistiques culturelles récoltées, puis leur mise en relation avec l'Observatoire valaisan du tourisme. Cela permettra de souligner les corrélations entre ces deux secteurs dans le but de faciliter la collaboration entre les prestataires et décideurs de chaque domaine.

2. Les politiques culturelles en Valais

2.1. Qu'est-ce qu'une politique culturelle ?

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), lors des réflexions préalables à la mise en place de son programme relatif aux politiques culturelles, définit celles-ci comme « un ensemble de pratiques sociales, conscientes et délibérées, d'interventions ou de non-interventions ayant pour objet de satisfaire certains besoins culturels par l'emploi optimal de toutes les ressources matérielles et humaines dont une société donnée dispose au moment considéré » (1966, p. 8). Autrement dit, les politiques culturelles désignent un ensemble de principes et de procédés pour la gestion administrative et budgétaire utilisés comme ligne directrice pour la prise de décision par les autorités compétentes (1969, p. 5). Il est intéressant de mentionner que de nos jours, en Suisse, presque chaque subdivision administrative bénéficie de sa propre politique culturelle. Ainsi, l'État, les cantons suisses et même certaines communes, principalement les plus grandes, ont tous défini un fil rouge pour leurs actions en faveur de la culture. Toujours selon l'UNESCO, deux éléments sont indispensables à l'élaboration d'une politique culturelle pertinente pour un territoire donné, à savoir *la connaissance de ce qui existe* et *l'évaluation des besoins* (1969, p. 10). Tenter de répondre à ces questions permet d'aborder les problèmes culturels de manière objective, puisqu'il est impératif de connaître les données que l'on essaie de modifier afin d'y parvenir de façon optimale (1969, p. 10). C'est donc dans l'objectif d'apporter des réponses à ces questions que le projet d'Observatoire valaisan du développement culturel est né (voir point 3).

2.2. Contexte en Suisse

Vers la fin des années 1970, la culture s'inscrit peu à peu dans l'agenda politique national suite au débat provoqué par la parution du rapport Clottu en 1975. Celui-ci prône notamment la création d'un article constitutionnel définissant les compétences de l'État en ce qui concerne la culture (Office fédéral de la statistique, 2001, p. 46). Des années 1980 jusqu'au milieu des années 1990, le principe de subsidiarité est fortement ancré dans le fonctionnement des autorités, tant nationales que cantonales; la gestion et le soutien des activités culturelles sont confiés aux cantons par la Confédération, et les autorités valaisannes délèguent à leur tour cette tâche aux communes et aux acteurs privés (Bender & Moroni, 2011, p. 23). Cette subsidiarité a pour conséquence une répartition très aléatoire du soutien aux activités culturelles, tant au niveau territorial que temporel. La vision de la culture se résume alors aux trois institutions cantonales traditionnelles, à savoir les archives, les musées et la bibliothèque (Bender & Moroni, 2011, p. 22). C'est seulement 22 ans après le rapport Clottu que les activités d'encouragement de la culture furent ajoutées à la Constitution fédérale lors de la grande révision de 1999, par le biais de l'article 69. Celui-ci stipule que la culture est du ressort des cantons, mais que la Confédération peut également intervenir lorsqu'une activité culturelle se révèle d'intérêt national (Confédération Suisse, 1999).

2.3. La loi sur la promotion de la culture

En Valais, les tentatives d'instaurer une loi cantonale sur la culture datent d'il y a 30 ans déjà. En effet, suite à la création du Conseil de la culture en 1981, un premier avant-projet de loi est rédigé, tentant tant bien que mal de définir le rôle du canton sans pour autant trop l'impliquer (Bender & Moroni, 2011, pp. 24-26). Cet essai sera ensuite abandonné sans véritable raison. En 1990, une commission parlementaire est créée avec pour mission d'élaborer un nouveau projet de loi servant de base légale aux institutions du canton et déterminant une politique d'encouragement aux activités culturelles. Le canton fait alors face à d'autres préoccupations, telles que la crise économique et les restrictions budgétaires, et cet avant-projet ne passera pas le stade de la consultation (Bender & Moroni, 2011, pp. 26-27). L'année 1996 marque un tournant puisque le nouveau chef du Département de l'instruction publique décide de faire appel à une expertise extérieure en la personne de

Gérald Berger, délégué culturel du Canton de Fribourg. Dans son rapport final, Berger résume la situation comme suit :

La vie culturelle valaisanne semble le fruit d'actions individuelles plutôt que d'actions collectives. Bien que très riche sur le plan populaire et amateur, la vie culturelle valaisanne souffre également d'un manque de structures professionnelles, tant au niveau des créateurs que des entrepreneurs culturels. [...] Il n'existe pas de lignes directrices en matière de promotion des activités culturelles tant au niveau de l'État, des régions que des principales localités valaisannes. Chaque collectivité publique se réfugie généralement derrière le principe de subsidiarité (la culture est affaire des privés, afin d'éviter de déterminer quelles sont ses propres priorités en la matière). Il en résulte généralement une politique de subventionnement qui relève plus d'un arrosage par région et par discipline que d'une politique culturelle cohérente. (Cité dans Bender & Moroni, 2011, p. 28)

Sur la base de cette étude, le Grand Conseil du canton du Valais décide d'adopter la loi sur la promotion de la culture, définissant ainsi le rôle du canton en matière de la promotion de la culture. Cependant, Bender précise que, bien que les rôles soient dès lors définis au niveau formel, les façons de procéder n'ont pas changé radicalement pour autant (2011, p. 29).

2.4. La politique d'encouragement culturel

Suite à la loi sur la promotion de la culture entrée en vigueur en 1996, le Canton du Valais a adopté en janvier 2007 une politique d'encouragement culturel. Celle-ci souligne l'importance de la culture aux yeux du canton et son rôle dans l'épanouissement des citoyens (Canton du Valais, 2007, p. 1). L'introduction en 2012 du passe *20 ans 100 francs Valais*, qui donne accès aux jeunes de moins de 21 ans à plus de 600 événements culturels dans 60 lieux partenaires répartis à travers le canton, et ce pour la modique somme de 100

francs par an (Association 20 ans 100 francs Valais, 2012), en est un bon exemple. Ce projet, initié par le Service de la culture et le théâtre du Crochetan, à Monthey, montre une réelle volonté de l'État du Valais et des prestataires eux-mêmes de sensibiliser la jeunesse à la culture sous toutes ses formes.

La politique d'encouragement culturel met également l'accent sur la volonté du Valais de favoriser les échanges entre les deux communautés linguistiques et de faire de ces différences régionales une force. Elle souligne également la nécessité de mettre en place des coopérations entre les différents niveaux et les institutions (Canton du Valais, 2007, pp. 10-11). Finalement, point particulièrement important, elle définit les règles en matière de subventionnement, l'un des principaux axes de cette politique d'encouragement culturel. En effet, l'État du Valais apporte chaque année son soutien à de nombreux projets, associations ou infrastructures culturelles. Le but de ces subventions est principalement d'encourager la création et, accessoirement, la diffusion. Les institutions formatrices font elles aussi partie des bénéficiaires de l'aide cantonale (Canton du Valais, 2007, p. 7). Il convient encore de souligner que la subvention peut être retirée (entièrement ou en partie) si le projet pour laquelle elle a été octroyée n'est pas, ou seulement partiellement, réalisé (Canton du Valais, 1996, p. 3). En 2011, le canton du Valais a octroyé un montant total de CHF 2'644'532.10 au soutien de la culture, réparti comme suit entre les domaines culturels et les bénéficiaires :

Tableau 2 - Bénéficiaires et montants des subventions culturelles accordées par le Canton du Valais en 2011

Domaines culturels	Nombre de bénéficiaires	Montant total accordé par domaine culturel en CHF	Montant de subvention moyen accordé par bénéficiaire en CHF
Musique	114	690'823.35	6'060
Arts de la scène	44	497'969.00	11'317
Arts visuels	30	357'167.00	11'906
Cinéma	22	321'725.00	14'624
Divers (multidisciplinaire et médiation)	41	318'698.00	7'773
Sciences	36	269'074.45	7'474
Littérature	21	189'075.30	9'004
Total	308	2'644'532.10	8'586

Source : Adapté de Canton du Valais (2011a)

On constate au premier abord que la musique est le domaine culturel le plus subventionné, totalisant à lui seul plus de 25% du montant alloué. C'est aussi logiquement le secteur pour lequel le nombre de bénéficiaires est le plus élevé (114 acteurs culturels). Cependant, il est intéressant de noter que la musique est en revanche le domaine où la subvention moyenne octroyée par bénéficiaire est la plus basse, avec CHF 6'060. Le cinéma compte à l'inverse seulement 22 acteurs culturels qui se partagent CHF 321'725. Il en résulte que le montant du soutien moyen dans ce domaine est au final bien plus élevé que celui octroyé aux bénéficiaires du secteur musical, puisqu'il atteint CHF 14'624 par bénéficiaire. Finalement, la subvention moyenne accordée par acteur culturel, tous domaines confondus, est de CHF 8'586 (Canton du Valais, 2011a).

3. Le projet d'Observatoire valaisan du développement culturel

3.1. Contexte

Depuis la création de la loi sur la promotion de la culture et l'entrée en vigueur de la politique d'encouragement culturel, le développement de la culture en Valais continue son avancée rapide, tant en volume qu'en qualité. On observe notamment un renforcement de la professionnalisation en matière de production artistique par le développement de la formation. L'introduction cette année de la structure *Sports-Arts-Formation*, qui a pour but de permettre aux élèves ayant des prédispositions d'allier leur formation à la pratique intensive d'une activité sportive ou artistique (Canton du Valais, 2011b), montre la volonté de professionnalisation de la culture. Or, comme le souligne Axel Roduit, conseiller culturel au Service de la Culture et chef du projet OVDC, après de nombreux investissements pour le développement culturel, il est maintenant temps d'investir dans la connaissance de la culture, élément indispensable pour la bonne gestion d'une politique culturelle (voir point 2.1). L'objectif est notamment d'améliorer le dispositif de soutien en Valais, tant à la création qu'à l'offre culturelle, dans ses dimensions quantitatives, qualitatives et territoriales (Canton du Valais, 2012b). Le projet a véritablement été initié grâce à une lettre envoyée à Monsieur Claude Roch, chef du Département de l'éducation, de la culture et du sport par Messieurs Pierre Cagna, président du Conseil de la culture, et Lorenzo Malaguerra, président de la Conférence des délégués culturels. Cette lettre met notamment en avant les lacunes

du canton en matière de statistiques culturelles et les difficultés qui en découlent pour l'orientation de la politique culturelle, et donc la gestion du territoire qui lui est associée (Canton du Valais, 2012c).

3.2. Objectifs

L'Observatoire valaisan du développement culturel a pour but de fournir une base statistique aux autorités cantonales et communales pour la prise de décisions concernant notamment les politiques culturelles, ainsi qu'aux organes de subventionnement qui représentent une part très importante du financement de la culture dans le canton du Valais. Pour ce faire, les objectifs de l'OVDK tels qu'ils ont été définis par le groupe de travail dans un document préparatoire interne au Service de la culture sont les suivants (Canton du Valais, 2012b) :

- Développer un système intégré et permanent d'observation du champ culturel en Valais, prioritairement en matière de données statistiques ;
- Coordonner et intégrer l'élaboration des statistiques culturelles sectorielles, consolider les données éparses et veiller à leur prélèvement de manière cohérente et continue dans le temps ;
- Développer un partenariat avec les réalisations et projets de collectes d'informations dans les domaines connexes, notamment ceux du tourisme (en lien avec l'Observatoire valaisan du tourisme), de l'aménagement du territoire et de l'éducation ;
- Développer une représentation et une appréciation territoriale de ces observations afin de disposer d'éléments pour permettre à l'État de veiller à une répartition équitable des activités culturelles dans le canton, comme requis par l'article 4 de la loi sur la promotion de la culture (Canton du Valais, 1996) ;
- Disposer d'analyses globales ou sectorielles concernant le développement du secteur et son positionnement au niveau national, international ou en relation avec d'autres secteurs à l'intérieur du canton ;

- Documenter l'importance et le rôle de la culture, de la création et des artistes dans le Valais contemporain afin de contribuer à la réflexion sur leur évolution ;
- Favoriser le transfert des informations et des connaissances acquises vers les acteurs publics et privés concernés par le développement culturel et vers le public ;
- Concevoir cet ensemble comme une contribution fondamentale à l'amélioration du dispositif de soutien à la création et à l'offre culturelle en Valais, dans leurs dimensions quantitatives, qualitatives et territoriales.

L'objectif final est que cet observatoire s'intègre dans les activités du Service de la culture. En effet, celui-ci souhaite que la gestion de l'OVDC complète le cahier des charges d'un ou deux employés du canton et soit ainsi intégrée à la structure existante. Il n'est pas prévu de créer un nouveau poste pour la gestion de l'observatoire culturel (J. Cordonier, chef du Service de la culture à l'État du Valais, communication personnelle, 19 octobre 2012).

3.3. L'avant-projet

Ce projet d'Observatoire valaisan du développement culturel a été initié par le Conseil de la culture, qui a premièrement constitué un groupe de rédaction composé de représentants du Conseil de la culture, de la Conférence valaisanne des délégués culturels et du Service cantonal de la culture. La proposition de projet a été soumise à une séance de validation en juin 2012. Depuis lors, un groupe de travail est chargé de l'élaboration de l'avant-projet. Celui-ci est composé des personnes suivantes :

- Jacques Cordonier, chef du Service de la culture à l'État du Valais
- Axel Roduit, conseiller culturel à l'État du Valais et chef de projet
- Pierre Cagna, architecte et président du Conseil de la culture à l'État du Valais
- Marie-Françoise Perruchoud-Massy, collaboratrice scientifique à l'Institut de Tourisme de la HES-SO Valais
- Line Cuanillon, étudiante en fin de formation à la HES-SO Valais filière tourisme et auteur de ce travail

De plus, divers intervenants ont été conviés aux séances pour apporter des précisions concernant leur domaine d'expertise. Axel Roduit est chargé de rédiger l'avant-projet qui sera présenté à la mi-décembre 2012 et contiendra les points suivants (Canton du Valais, 2012b) :

- La typologie des données statistiques pertinentes à recueillir ;
- La faisabilité de leur collecte et de leur exploitation ainsi que les modalités d'organisation à mettre en place dans ce but ;
- Les modalités et priorités à mettre en œuvre dans le dispositif de représentation territoriale ;
- Les priorités dans les analyses qualitatives à réaliser ;
- Les modes de collaboration à mettre en place avec d'autres partenaires dans la collecte et l'appréciation des données.

3.4. Méthodologie et planification

Axel Roduit a travaillé pour cet avant-projet à un taux d'activité de 20% sur les mois d'octobre, novembre et décembre 2012, ce qui représente l'équivalent d'environ 10 jours. Au vu du peu de temps imparti, Monsieur Roduit a divisé la charge de travail en quatre étapes successives : la délimitation du champ d'intervention, l'organisation du travail, la définition des moyens et la planification du travail (Canton du Valais, 2012d). Ces étapes structureront l'avant-projet.

Une fois l'avant-projet validé, la phase d'initiation du projet pourra débuter, poussant plus loin la réflexion et les recherches faites au préalable. En juin 2013, selon les prévisions, une analyse préliminaire pourra être faite pour finalement aboutir, fin 2013, à un premier prototype. Concrètement, cela signifie que la couche *culture* du Système d'information du territoire du Valais (voir point 6.2) sera opérationnelle. La première version de l'OVDC est quant à elle attendue dans le courant du premier trimestre de l'année 2014 (A. Roduit, CP, 6 décembre 2012).

4. Inventaire et benchmark des observatoires de la culture existants

Le projet d'OVDC est novateur en Valais. A l'échelle de la Suisse, seul le canton du Tessin dispose d'un observatoire culturel, actif principalement en tant que plateforme et agenda culturels mais pas encore dans la réalisation d'études statistiques (Osservatorio culturale del Cantone Ticino, 2012). Au vu du manque d'expérience dans le domaine de l'observation culturelle en Valais et en Suisse, il est judicieux de rechercher ce qui se fait à l'étranger, de dégager les bonnes pratiques et de s'en inspirer afin de définir un modèle adapté aux particularités du canton du Valais. Pour ce faire, un benchmark² détaillé des différents observatoires de la culture existants en Europe et dans le monde a été réalisé. Le but de cette analyse était de déterminer les caractéristiques, les forces et les faiblesses de chaque observatoire culturel afin de pouvoir dégager les pratiques sur lesquelles se basera l'OVDC. Dans ce sens, un inventaire a premièrement été effectué, recensant au total 13 observatoires culturels ou observatoires des politiques culturelles. Ces institutions ont ensuite été analysées afin de cerner leur mode de fonctionnement, leurs activités principales et leurs spécificités. Certains de ces observatoires se sont révélés très intéressants, alors que d'autres ont semblés plutôt inactifs, sans véritable vocation statistique, ou même laissés à l'abandon. Le tableau ci-dessous montre les cinq institutions considérées comme les plus pertinentes et méritant d'être retenues afin de servir d'exemple pour l'OVDC. Chacun de ces observatoires présente une caractéristique particulière qui correspond à l'un des objectifs recherchés par l'OVDC. Pour le benchmark complet et plus d'informations sur les différents observatoires, se référer à l'annexe I.

² Le *benchmarking* est la recherche des meilleures pratiques pour les implanter dans son organisation afin d'en augmenter les performances (Meyer, 2011, p. 29).

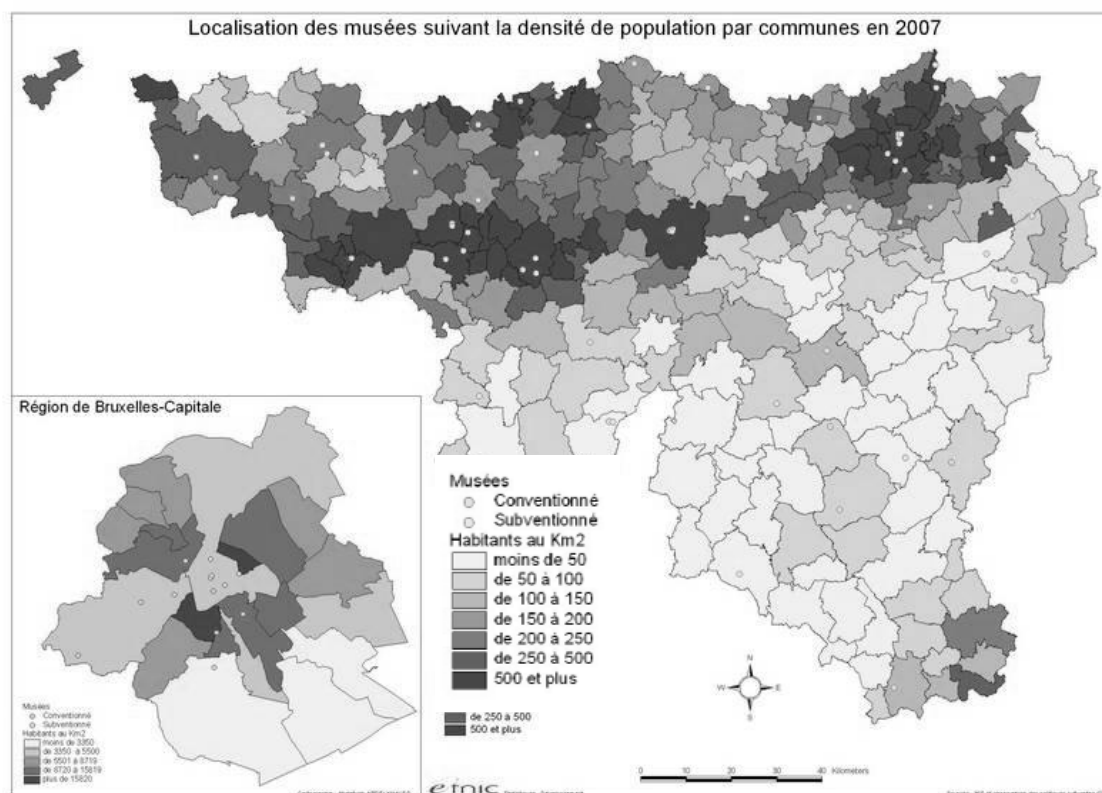
Tableau 3 – Bonnes pratiques : cinq observatoires culturels retenus

Nom de l'observatoire	Lieu d'établissement	Année de création	Spécificités/Forces
Observatoire de la culture et des communications	Québec (Canada)	2000	<p>Possède son propre système de classification (SCACCQ) ;</p> <p>Multitude de données statistiques disponibles pour tous les domaines ;</p> <p>Banque de données sur les films exploités au Québec ;</p> <p>Axé sur la production de données statistiques</p>
Observatoire des politiques culturelles	Grenoble (France)	1989	<p>Ancienneté/expérience ;</p> <p>Mission de formation des professionnels ;</p> <p>Axé sur les politiques culturelles</p>
Observatoire des politiques culturelles	Bruxelles (Belgique)	2001	Cartographie des opérateurs culturels subventionnés
Observatorio de Culturas	Bogotá (Colombie)	1995	<p>Grande enquête biennale sur des sujets touchant la population (qualité de vie, culture, politique, patrimoine, loisirs, etc.) ;</p> <p>Publication de bulletins thématiques sur des sujets populaires ;</p> <p>Se veut accessible à la population ;</p> <p>Axé sur la consommation et la pratique culturelles</p>
Observatory of cultural policies in Africa	Maputo (Mozambique)	2002	Mise à disposition du concept qui a servi de base à la création de cet observatoire. Peut se révéler utile pour le projet de l'OVDC.

Sources : Adapté de Observatoire de la Culture et des Communications du Québec (2012) ; Observatoire des politiques culturelles (2012) ; Observatoire des politiques culturelles de Wallonie (2012) ; Observatorio de culturas (2012) ; Observatory of cultural policies in Africa (2012)

Les points particulièrement intéressants pour le projet de l'OVCD sont soulignés en gras dans le tableau ci-dessus. Le système de classification proposé et utilisé par l'observatoire du Québec représente un modèle élaboré, complet et abouti pour la classification des différentes institutions et pratiques culturelles (Institut de la statistique du Québec, 2004). Celui-ci est détaillé au point 5.2 car il pourrait servir de base à l'établissement d'une classification et d'une nomenclature propre au Valais. L'observatoire de Grenoble est quant à lui leader dans le domaine des politiques culturelles, solidement implanté dans sa région et très actif au niveau de la formation des acteurs culturels et de la publication d'études thématiques (OPC, 2012). En revanche, il ne diffuse pas de données statistiques à proprement parler, à l'inverse de l'observatoire du Québec qui en fait son activité principale. On peut donc souligner que les observatoires grenoblois et québécois se situent aux pôles opposés, le premier étant actif au niveau des politiques culturelles et le second au niveau des statistiques pures. L'observatoire belge se distingue quant à lui par une cartographie détaillée des opérateurs culturels bénéficiant de subventionnement (Observatoire des politiques culturelles de Wallonie, 2007). À titre d'exemple, la cartographie des musées par densité de la population ci-dessous :

Figure 4 - Exemple de cartographie des musées belges selon la densité de population



Source : Observatoire des politiques culturelles de Wallonie (2007)

Ce type de représentation est très pertinent pour un territoire comme le Valais, caractérisé par de nombreuses disparités telles que la morphologie du canton, entre plaines et montagnes, et les différences linguistiques entre le Haut-Valais et le reste du canton (voir point 7.2). Les observatoires colombien et africain ont été retenus avant tout parce qu'ils mettent à disposition des documents internes ayant permis la mise en place de leurs activités. Celui de Bogotá a notamment publié le questionnaire qui a été utilisé pour une grande enquête réalisée auprès de plus de 13'000 citoyens pour connaître leurs pratiques culturelles (Observatorio de culturas, 2011). Il convient donc de retenir ce modèle pour, pourquoi pas, s'en inspirer en Valais si une telle enquête est envisagée. Finalement, l'Observatoire des politiques culturelles en Afrique met quant à lui à disposition le concept détaillé qui a servi de base pour la création de cette institution (Observatory of cultural policies in Africa, 2001). Ce document peut sans doute présenter un intérêt pour les étapes d'élaboration de l'OVDC.

Ce benchmark montre qu'il existe divers observatoires culturels intéressants pour le projet valaisan, pouvant notamment servir de base de travail. Il conviendra donc, lors de l'élaboration de ce projet, de garder en mémoire ces exemples.

5. Focus sur deux systèmes de classification des activités culturelles

Un des principaux enjeux de la statistique culturelle réside dans la grande diversité du domaine de la culture. Afin d'être capable de produire des statistiques cohérentes et structurées tout en facilitant les comparaisons à l'intérieur du pays ou à l'étranger, objectifs clairement énoncés par les initiateurs du projet, il est fondamental de définir un système de classification et une nomenclature adaptée à la morphologie culturelle du Valais. Là encore, il convient de rechercher quels systèmes de classifications ont déjà été établis afin de tenter de les adapter aux besoins de l'OVDC. Ce chapitre met donc l'accent sur deux systèmes de classification différents, l'un proposé par l'UNESCO et l'autre par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ).

5.1. Le cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles (CSC)

L'idée de l'UNESCO d'établir un cadre pour uniformiser les statistiques culturelles n'est pas récente. En effet, en 1972 déjà, la Conférence Intergouvernementale sur les politiques culturelles en Europe suggérait l'élaboration d'un tel outil (UNESCO, 1972, pp. 4-5). Durant

de nombreuses années, plusieurs groupes de travail se sont réunis régulièrement afin de mettre au point un concept cohérent et aussi complet que possible. Ces recherches aboutirent finalement à la publication, en 1986, du premier Cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles (CSC).

Le principal objectif de celui-ci était de permettre les comparaisons à l'échelle internationale et de servir d'aide à la prise de décision en ce qui concerne les politiques culturelles (Institut de la statistique de l'UNESCO [IS UNESCO], 1986, p. 2). Dans ce sens, il était impératif que ce cadre soit révisé en fonction de l'évolution de la société, des technologies et de la mondialisation afin qu'il reflète les nombreuses modifications qu'a vécues le secteur de la culture durant ces deux décennies (IS UNESCO, 2009, p. 11). En 2009, l'UNESCO publie donc un second CSC, intégrant les nouveautés et les modifications au premier cadre établi en 1986. Ce concept prend notamment en compte les nouvelles technologies de l'information, qui jouent un rôle essentiel dans la diffusion et la consommation de la culture (IS UNESCO, 2009, p. 11). L'UNESCO souligne encore que ce cadre se veut flexible et adaptable à chaque pays, indépendamment du niveau de développement, de l'expérience dans le domaine des statistiques et de l'existence ou non d'un cadre culturel national (2009, p. 10). Enfin, dans l'optique de rendre le CSC plus complet, celui-ci intègre désormais différents systèmes de classification internationaux existants.

Tableau 4 - Systèmes de classification internationaux intégrés au CSC de l'UNESCO

Classification	Domaine d'application
Classification internationale type, par industrie (CITI)	Activités et/ou industries de production culturelle
Classification centrale des produits (CPC)	Biens et services culturels
Classification internationale type des professions (CITP)	Professions culturelles
Système harmonisé de description et de codification des marchandises (SH)	Flux internationaux de biens culturels
Classification internationale des statistiques sur les activités liées à l'emploi du temps (ICATUS)	Participation culturelle

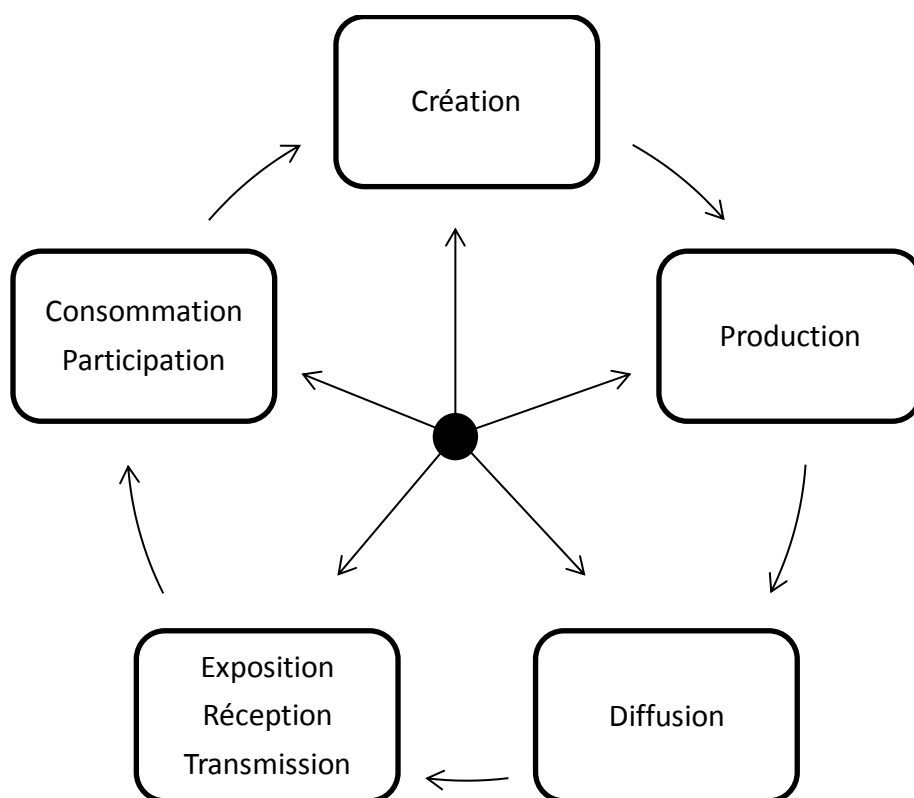
Source : Adapté de l'IS UNESCO (2009)

Le CSC reprend notamment, quand cela est possible, les domaines culturels, les codes et la nomenclature de ces différents systèmes de classification. En basant le CSC sur des systèmes de classification existants, l'UNESCO tente d'obtenir un outil aussi complet que possible prenant en compte les aspects variés du secteur de la culture et de son environnement. Ces classifications sont des outils permettant en outre de mesurer la dimension économique de la culture (2009, p. 33).

5.1.1. Le cycle culturel

L'UNESCO considère la culture comme le produit d'un ensemble de processus, illustré par le cycle culturel ci-dessous qui comprend 5 phases (2009, pp. 19-20) :

Figure 5 - Le cycle culturel selon l'UNESCO



Source : Adapté de l'IS UNESCO (2009)

Le cycle culturel met l'accent sur les relations d'interdépendance entre les différentes étapes du processus. Ainsi, une mesure prise au niveau politique concernant l'un des stades se répercute automatiquement sur l'ensemble du cycle culturel. Selon l'UNESCO, il faut avoir conscience que, dans les faits, les différentes étapes se confondent parfois et que l'une ou l'autre de celles-ci ne s'applique pas forcément à tous les domaines (2009, pp. 20-21).

5.1.2. Structure du CSC

Le CSC propose une classification des activités culturelles par domaines, divisée entre les domaines culturels et périphériques. Les premiers comportent les activités, les biens et les services de tous les stades du cycle culturel, alors que les seconds considèrent la culture au sens plus large, avec les activités sociales et les loisirs y ayant trait (IS UNESCO, 2009, p. 23). Il est important de noter que deux domaines s'excluent mutuellement.

Les six domaines culturels énoncés sont :

- A : Patrimoine culturel et naturel ;
- B : Arts de la scène et festivités ;
- C : Arts visuels et artisanat ;
- D : Livre et presse ;
- E : Audiovisuel et médias numériques ;
- F : Design et services créatifs

Les domaines périphériques retenus sont :

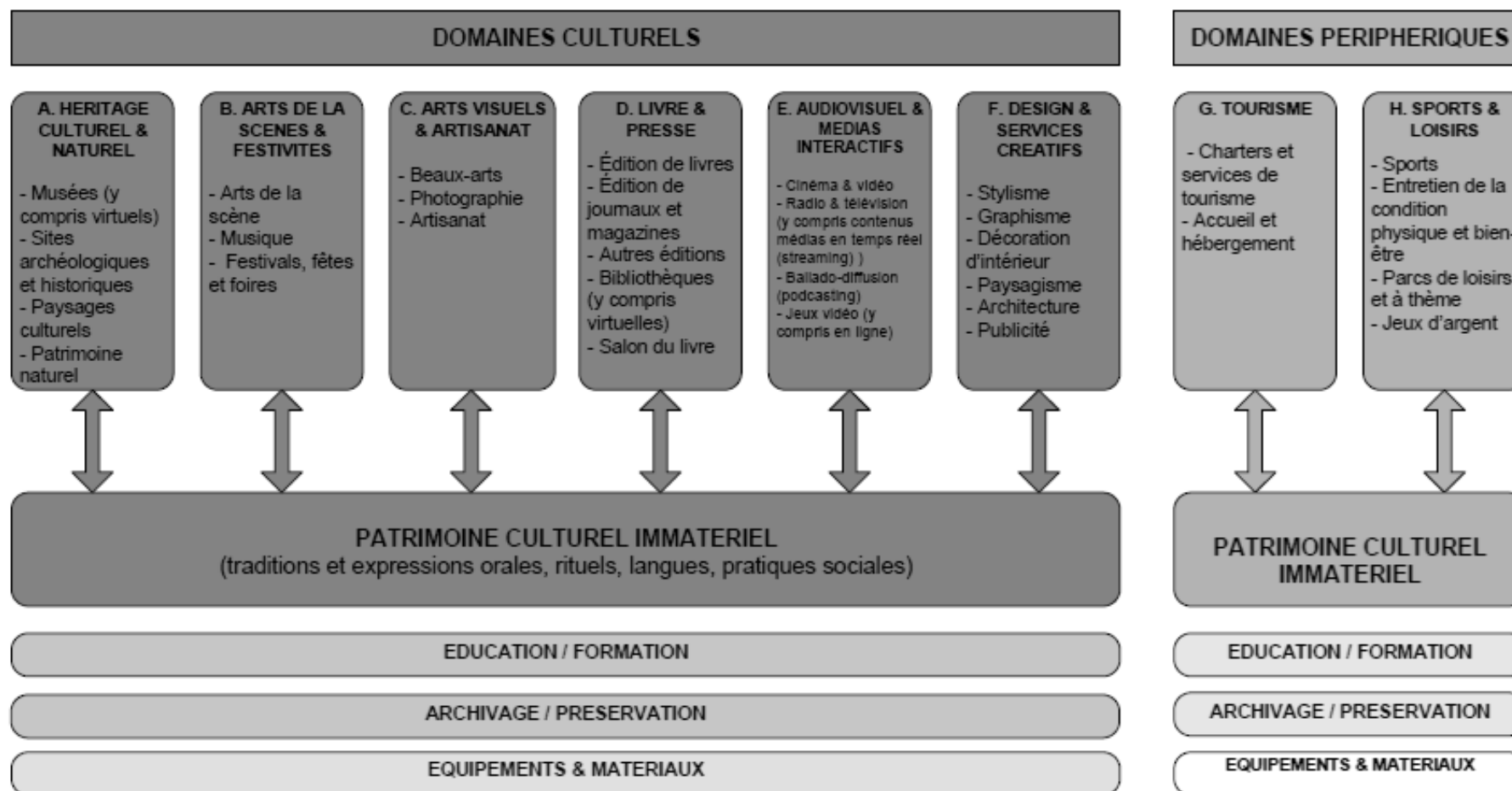
- G : Tourisme
- H : Sports et loisirs

Leur spécificité est qu'ils peuvent s'appliquer aux domaines culturels tout en étant, à l'origine, de nature non-culturelle (IS UNESCO, 2009, p. 30).

De plus, l'UNESCO ajoute encore quatre domaines transversaux, nommés ainsi car ils sont applicables à tous les domaines culturels :

- Patrimoine culturel immatériel
- Éducation et formation
- Archivage et préservation
- Équipements et matériaux

Figure 6 - Schéma illustrant le système de classification proposé par l'UNESCO



Source : IS UNESCO (2009)

La figure ci-dessus montre les interactions entre les différents domaines de classification proposés par l'UNESCO dans son CSC. Les domaines périphériques apparaissent en gris moyen. Les transversaux sont, quant à eux, représentés horizontalement et touchent effectivement tous les domaines culturels, périphériques inclus. Cette figure souligne le fait que la culture est un secteur complexe qui nécessite, pour une représentation fidèle à la réalité, la prise en compte des nombreuses interactions existantes.

5.2. Le système de classification des activités de la culture et des communications du Québec (SCACCQ)

Au vu du benchmark et des comparaisons précédemment effectués, le système de classification qui s'impose comme étant le plus abouti est celui mis en place par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) pour l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). L'observatoire, créé en 2000, propose donc son Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec (SCACCQ), dont le but est de mesurer l'importance et le rôle de la culture au Québec. Toutes les publications et les statistiques de l'OCCQ sont basées sur ce système de classification, défini comme tel :

Le SCACCQ est un système de classification qui fournit une structure hiérarchique ainsi qu'une nomenclature et un ensemble de définitions pour les diverses activités économiques reliées à la culture et aux communications au Québec, ceci dans le but d'inscrire les travaux statistiques dans un cadre formel qui facilitera l'analyse. (Institut de la statistique du Québec [ISQ], 2004, p. 7)

Il est important de noter que le SCACCQ a été pensé en fonction de la production et de l'offre culturelle, en non pas en fonction de la consommation ou des pratiques culturelles (ISQ, 2004, p. 8). Contrairement au CSC de l'UNESCO, le SCACCQ souhaite autant que possible éviter de se baser sur les systèmes de classification économique existants. L'OCCQ justifie cette décision par le fait que le secteur de la culture et des communications diffère d'un secteur économique classique, dans le sens où la motivation principale n'est pas forcément le profit en soi (ISQ, 2004, p. 8). En effet, comme le souligne l'OCCQ, certains

acteurs du secteur culturel sont motivés avant tout par un *sentiment de rétribution symbolique*, qui place la culture et l'expression avant la rentabilité. De ce fait, les systèmes de classification économique ne sont que partiellement applicables au domaine de la culture si l'on souhaite une représentation fidèle de la réalité du secteur (2004, p. 8). Cependant, l'OCCQ reconnaît qu'il est indispensable de lier le SCACCQ aux classifications existantes afin d'établir des liens entre les domaines culturels et le secteur de l'économie. Pour ce faire, l'observatoire québécois a choisi comme référence principale le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), en utilisant quand cela était possible la nomenclature de ce système (ISQ, 2004, p. 8). De plus, l'OCCQ met à disposition une table de correspondance entre la terminologie du SCACCQ et du SCIAN. Finalement, l'un des objectifs de ce système de classification étant la comparabilité des données statistiques à l'échelle nationale et internationale, l'OCCQ s'est inspiré de divers travaux réalisés, dont celui de l'UNESCO.

5.2.1. Unité statistique choisie

La première caractéristique importante du SCACCQ est que l'unité statistique choisie est *l'établissement* (ISQ, 2004, pp. 9-10). Il est important de noter que les travailleurs indépendants sont considérés comme des établissements, à l'inverse des salariés. En effet, un établissement ne sera comptabilisé qu'une fois, indépendamment du fait qu'il soit composé d'une ou de plusieurs personnes. Le SCACCQ prend donc en compte les types d'établissements et non les types de professions (2004, p. 10).

5.2.2. Structure du SCACCQ

Au premier niveau hiérarchique, le SCACCQ sépare le secteur de la culture et des communications en 15 domaines. Ceux-ci sont divisés en groupes, eux-mêmes subdivisés en sous-groupes, si nécessaire. Les 15 domaines dégagés par l'OCCQ sont les suivants (ISQ, 2004, p. 10):

- 11 Arts visuels, métiers d'art et arts médiatiques
- 12 Arts de la scène
- 13 Patrimoine, institutions muséales et archives
- 14 Bibliothèques
- 15 Livre

- 16 Périodique
- 17 Enregistrement sonore
- 18 Cinéma et audiovisuel
- 19 Radio et télévision
- 20 Multimédia
- 21 Architecture et design
- 22 Publicité et relations publiques
- 23 Organismes de représentation et de promotion en culture et communications
- 24 Administrations publiques
- 90 Établissements en activité dans plus d'un domaine culturel et des communications

Les établissements sont répartis dans les domaines sur la base de leur activité principale et ne peuvent donc être classés qu'une fois. Si, exceptionnellement, un établissement concerne plusieurs domaines culturels, une catégorie « multi-domaines » est prévue, signifiée grâce au code commençant par le nombre 90 (ISQ, 2004, p. 10).

Sur la base du CSC de l'UNESCO, le SCACCQ classifie également les établissements selon leur fonction dans le cycle culturel. Les différents groupes à l'intérieur d'un domaine sont donc répartis en quatre sous-ensembles (ISQ, 2004, pp. 11-12):

- 1 Création
- 2 Production
- 3 Diffusion/distribution
- 4 Formation

Finalement, l'OCCQ a mis en place un système de numérotation sur la base d'un code à cinq chiffres, les deux premiers représentant le domaine, le suivant la fonction et les deux derniers le groupe. Le code de certains établissements comporte également une extension de deux chiffres, correspondant au sous-groupe (ISQ, 2004, p. 13). Analysons par exemple le sous-groupe des Musées de sciences et technologies, code 13203.04 :

<u>13</u> 203.04	Domaine : Patrimoine, institutions muséales et archives
13 <u>2</u> 03.04	Fonction : Production
132 <u>03</u> .04	Groupes : Musées
13203. <u>04</u>	Sous-groupe : Musées de sciences et technologie

5.3. Synthèse

Ces systèmes de classification sont tous les deux très intéressants car ils ont été pensés en fonction de la réalité du secteur culturel. Le CSC de l'UNESCO paraît plus simple à appliquer du fait que le cadre est plus général. Le SCACCQ est en revanche plus complexe, voire trop. En effet, si ce système très détaillé s'applique parfaitement à un territoire de la grandeur de la province du Québec, on peut en revanche se demander ce qu'il en est pour une région de petite taille telle que le Valais. Pour cette raison, la nomenclature du SCACCQ, de par son exhaustivité, peut servir de base de réflexion pour l'OVDC, mais il sera par contre impossible d'y appliquer le système dans son intégralité, au risque de se perdre dans une multitude de sous-catégories peu pertinentes. De plus, le canton du Valais souhaite se concentrer sur le secteur de la culture uniquement, à l'inverse du SCACCQ, prenant en compte le domaine des communications également (J. Cordonier, CP, 19 octobre 2012).

Ces systèmes de classification permettent de trier les statistiques culturelles et de les organiser selon une logique précise, ce qui correspond à l'un des buts énoncés par le groupe de travail de l'avant-projet. En revanche, en ce qui concerne l'objectif de la représentation territoriale et cartographique, il ne suffit pas de récolter les statistiques culturelles ; il s'agit également de déterminer les outils qui vont servir à ces représentations et les modèles utilisés.

6. Le système d'information du territoire genevois

Un des souhaits émis par le Service de la Culture pour la réalisation de ce projet est que l'OVDC soit en mesure de bénéficier d'un outil permettant de cartographier les informations collectées et d'ainsi obtenir une meilleure représentation territoriale de l'ensemble du canton. Ce chapitre fait l'état des lieux du Système d'information du territoire du canton du Valais (SIT VS) et présente une bonne pratique au niveau suisse, le Système d'information du territoire genevois (SITG).

6.1. Définition d'un système d'information géographique

Le concept de système d'information du territoire, plus souvent nommé *système d'information géographique* (SIG), a été défini en 1990 par l'économiste Michel Didier

comme étant « un ensemble de données repérées dans l'espace, structuré de façon à pouvoir en extraire commodément des synthèses utiles à la décision » (cité dans Pornon, 2011, p. 7). Cette définition, bien que datant d'il y a plus de 20 ans, sert toujours de référence dans le domaine. Concrètement, cet outil informatique communique et traite l'information géographique, permettant ainsi à l'utilisateur de s'informer sur un territoire donné et les éléments qui le constituent (J-C. Loubier, CP, 12 novembre 2012). Toutes les informations relatives à ce territoire sont stockées dans une base de données, et le SIG peut ensuite être « interrogé » selon différents critères. Une requête imaginable pour le domaine de la culture valaisanne pourrait être par exemple le nombre de théâtres situés à moins d'un kilomètre de la gare de Sion. Un SIG est constitué de plusieurs couches thématiques qui contiennent les informations géographiques propres à un domaine. Ces différentes couches sont superposables et amovibles à la guise de l'utilisateur, selon les liens qu'il souhaite établir et les informations qu'il cherche à obtenir (J-C. Loubier, CP, 12 novembre 2012).

L'aspect de ces SIG qui constitue le principal intérêt pour le projet de l'OVDC est donc la possibilité de représenter géographiquement une grande quantité d'informations et de pouvoir ensuite les exploiter pour des cartographies précises donnant une vue d'ensemble de tout le territoire cantonal valaisan.

6.2. Le SIT Valais

Il existe un système d'information du territoire du canton du Valais (SIT VS) mis en place en 2002 par le Service des registres fonciers et de la géomatique. Son but premier est de proposer une représentation cartographique de données à références spatiales pouvant servir de base décisionnelle pour des projets impliquant le territoire valaisan (Canton du Valais, 2002).

Le SIT VS semble en revanche peu développé et il est pour l'instant utilisé uniquement pour le but premier qui lui incombe, à savoir la gestion du territoire pure. Il existe bien une catégorie *Culture et Loisirs*, au travers de laquelle il serait en principe possible de faire s'afficher les cinémas, les musées, les théâtres et les bibliothèques, mais l'outil semble réagir de manière quelque peu aléatoire. De plus, lorsqu'il fonctionne, seuls des points s'affichent sur la carte – et uniquement dans les grandes villes valaisannes – sans autre information.

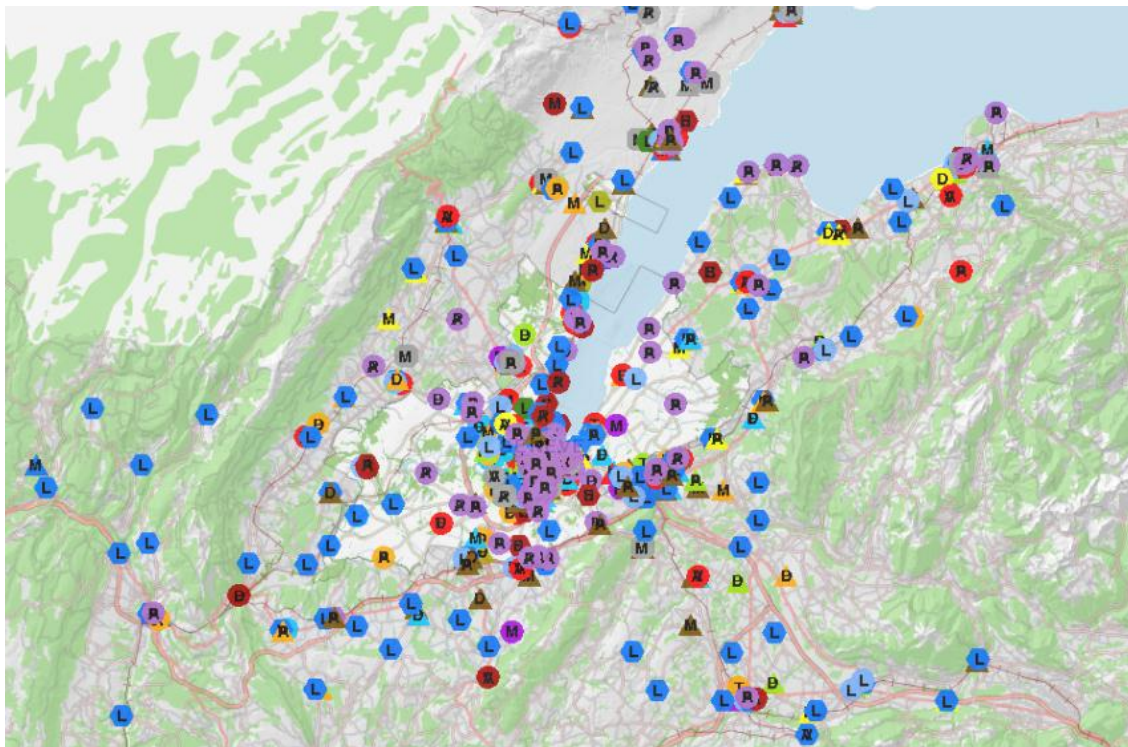
On constate donc que l'outil existe bel et bien, mais que quelques améliorations seraient nécessaires pour le remettre au goût de jour et pouvoir ainsi l'utiliser de façon efficiente pour les politiques culturelles. Rainer Oggier, chef du CC GEO au Département économie, énergie et territoire, est d'ailleurs très motivé à mettre en route la première collaboration entre deux départements fonctionnant jusqu'à ce jour séparément (A. Roduit, CP, 6 décembre 2012). A ce jeu-là, le canton de Genève fait office de précurseur et de modèle grâce à son Système d'information du territoire genevois (SITG) très développé et son Atlas culturel transfrontalier (ACT).

6.3. Le cas du Canton de Genève et son Atlas culturel transfrontalier

Le Système d'information du territoire genevois a fêté en 2011 ses 20 ans d'existence déjà. Sa création fut décidée en 1991 par le Conseil d'État et officialisée au moyen d'une charte impliquant les différents partenaires. De plus, depuis mars 2000, le SITG est sujet à la loi cantonale sur les géo données régissant les rapports entre les partenaires. Le Canton de Genève fut le premier à instaurer une telle loi (SITG, 2011). Le SITG est composé de divers guichets cartographiques, généraux ou thématiques, en deux dimensions. On peut citer, à titre d'exemples, les guichets thématiques relatifs au cadastre, à l'énergie, à la mobilité ou encore à la santé. Le dernier en date, disponible depuis septembre 2012 seulement, est l'Atlas culturel transfrontalier (ACT) qui constitue, pour ainsi dire, la couche *culture* du SITG.

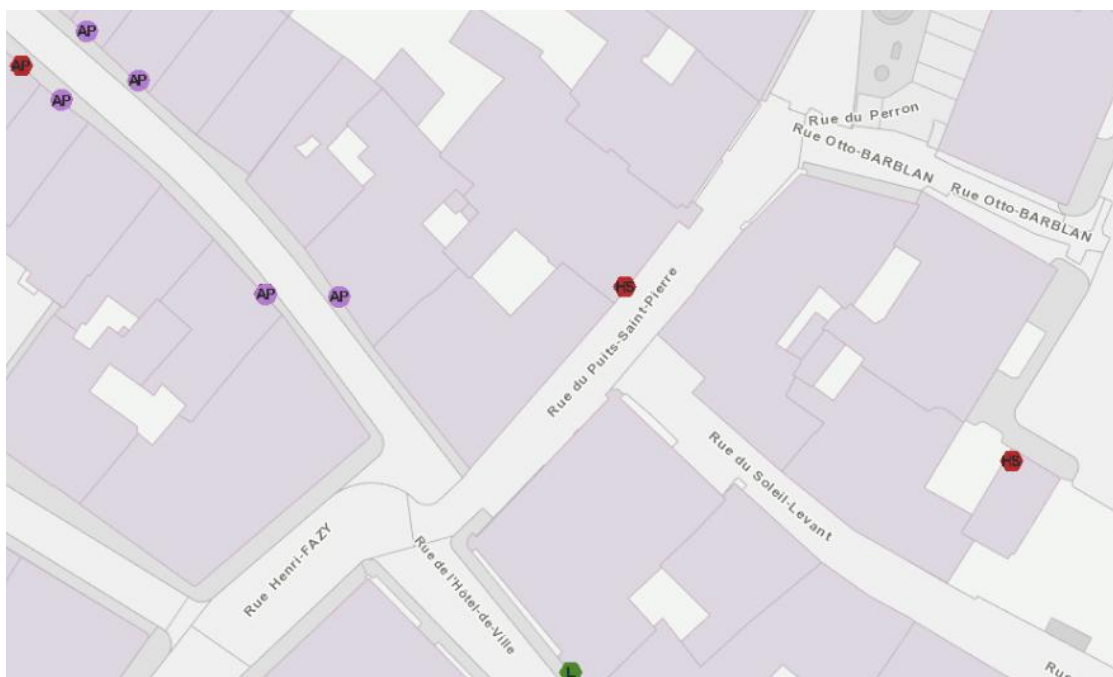
L'ACT recense tous les lieux ayant trait à la culture dans l'agglomération franco-valdo-genevoise, ou Grand Genève, et les représente de manière géographique (SITG, 2012a). Il s'agit pour ainsi dire d'une photographie à un moment donné, d'un état des lieux de toutes les infrastructures et institutions culturelles genevoises présenté à l'aide d'une cartographie, facilitant ainsi la compréhension au niveau spatial (J-C. Loubier, CP, 12 novembre 2012).

Figure 7 - SITG : représentation du Grand Genève à l'échelle 1:300'000



Source : Données de l'auteur, adapté de SITG (2012b)

Figure 8 - SITG : représentation du quartier de la Cité à Genève à l'échelle 1:500



Source : Données de l'auteur, adapté de SITG (2012b)

Les deux figures ci-dessus représentent l'ACT à l'échelle la plus grande (1:300'000), puis à l'échelle la plus précise (1:500). En géomatique, l'échelle à laquelle on fixe les points doit être clairement définie afin que les représentations soient cohérentes et les plus exactes

possibles. En effet, si les lieux sont étiquetés à trop grande échelle, les points s'avéreront être placés de façon imprécise une fois la carte zoomée (J-C. Loubier, CP, 12 novembre 2012). C'est pourquoi, pour l'ACT, l'échelle de saisie utilisée est le 1:500, garantissant ainsi une marge d'erreur d'un ou deux mètres seulement (SITG, 2012a). Cet outil est mis à jour bi-annuellement, principalement au moyen de recensement téléphonique, et reflète donc la réalité du territoire.

Les différents lieux culturels du Grand Genève sont triés selon un système de classification propre au SITG et classés selon le type d'équipement, l'activité culturelle qui y est pratiquée et le type d'usage culturel. L'ACT distingue encore les lieux selon qu'ils sont utilisés pour une activité culturelle professionnelle ou amateur. Les étiquettes sont les suivantes :

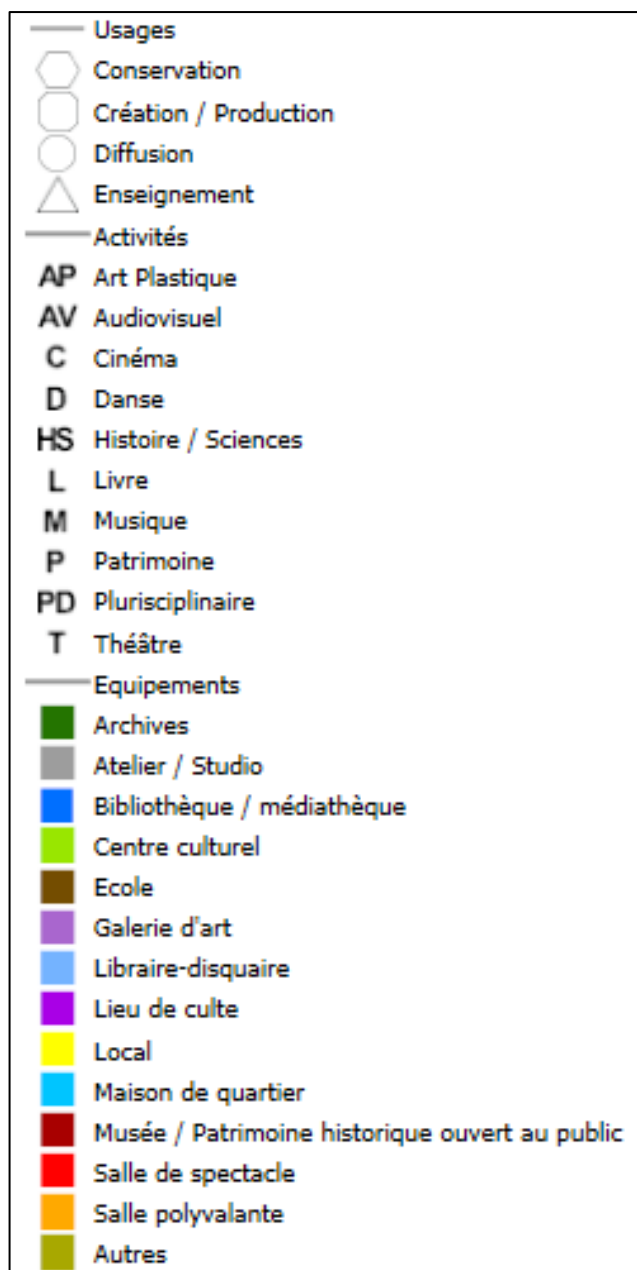
Tableau 5 - Classification et nomenclature de l'Atlas culturel transfrontalier

Type d'équipement	<ul style="list-style-type: none"> - Archives - Centre culturel - Salle de spectacle - Salle polyvalente - Maison de quartier - Musée/Patrimoine historique ouvert au public - Bibliothèque/Médiathèques - Galerie d'art - Local - Atelier/Studio - Lieu de culte - École - Librairie/Disquaire - Autres
Activité culturelle pratiquée	<ul style="list-style-type: none"> - Théâtre - Danse - Musique - Arts plastiques - Cinéma/audiovisuel - Livre - Histoire/sciences - Pluridisciplinaire
Type d'usage culturel	<ul style="list-style-type: none"> - Création/production - Enseignement - Conservation - Diffusion

Source : SITG (2012a)

Chaque lieu culturel sans exception est étiqueté pour les trois catégories ci-dessus, en plus de son statut professionnel ou amateur. Ensuite, ces informations de classification sont retranscrites sur la carte au moyen des différents types de points et de la légende s'y rapportant.

Figure 9 - Légende du système de classification de l'Atlas culturel transfrontalier



Source : Données de l'auteur, adapté de SITG (2012b)

Prenons pour exemple le *Moulin à Danses*, à Genève. Cet établissement est classé dans les catégories suivantes :

Type d'équipement : Salle de spectacle

Activité pratiquée : Danse




Type d'usage culturel : Diffusion

Proamat : Professionnelle

Figure 10 - Point du lieu culturel "Moulin à Danses" à Genève

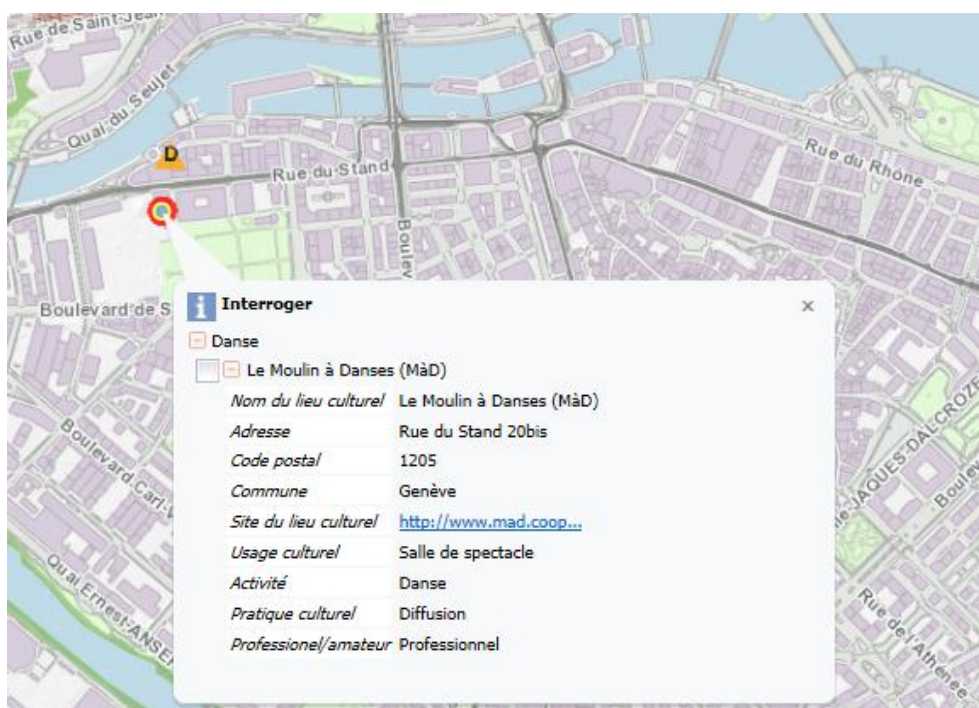


Source : Données de l'auteur, adapté de SITG (2012b)

Son point est donc circulaire  pour le type d'usage *diffusion*, rouge  pour le type d'équipement *salle de spectacle*, et contient la lettre *D* , pour l'activité *danse*.

L'ACT dispense des informations spatiales et des informations attributaires. Les premières sont les informations visibles sur la carte – dans ce cas précis, un semis de points. Les informations attributaires, en revanche, ne sont pas visibles sur la représentation mais sont attachées aux objets de la carte (J-C. Loubier, CP, 12 novembre 2012). Il s'agit ici des différentes catégories dans lesquelles sont classés les lieux culturels, qu'il est possible d'obtenir en « interrogeant » un point précis, à l'image de la figure ci-après.

Figure 11 - Atlas culturel genevois: les informations attributaires



Source : Données de l'auteur, adapté de SITG (2012b)

7. Pistes pour un concept d'Observatoire valaisan du développement culturel sur la base du SITG

L'outil de représentation géographique et cartographique est l'un des aspects principaux souhaités par les initiateurs du projet de l'OVDC. De ce fait, les membres du groupe de travail ont été séduits par la présentation du SITG faite par Jean-Christophe Loubier. Il apparaît donc que la première étape dans la création de l'OVDC sera de moderniser et d'adapter le SIT VS afin de créer une couche *culture* qui permette à l'outil existant de servir un nouveau secteur du canton du Valais.

7.1. Nomenclature : adaptation du SITG au SIT VS d'après le CSC de l'UNESCO

Dans un souci de comparabilité avec le canton de Genève et afin de ne pas perdre du temps à réinventer ce qui existe déjà, le groupe de travail a décidé de reprendre la nomenclature et les catégories du SITG (voir tableau 5 à la page 33 et figure 9 à la page 34) et de les utiliser pour la création de la couche *culture* du SIT VS. Ceci permettra peut-être de jeter les bases d'une comparabilité au niveau suisse, puisqu'aucune nomenclature nationale n'existe encore, selon les dires d'Olivier Moeschler, responsable du domaine *culture* et de la statistique des pratiques culturelles à l'Office fédéral de la Statistique (communication personnelle, 13 novembre 2012). En revanche, dans le but de rendre l'outil aussi complet que possible, une comparaison va être effectuée dans ce chapitre entre les catégories retenues par le SITG et le système de classification proposé par l'UNESCO (point 5.1). Au besoin, des catégories seront ajoutées, supprimées ou fusionnées de façon à ce que les classes restantes représentent de manière exhaustive le paysage culturel valaisan et correspondent à la réalité du terrain pour l'application au SIT VS. Car, comme l'a souligné Loubier (CP, 12 novembre 2012), techniquement parlant, il est possible de définir toutes les catégories souhaitées lors de la création de l'outil, mais il devient par la suite difficile d'en ajouter, au risque de faire s'effondrer tout le système établi. Cela signifie qu'il faut envisager toutes les options et imaginer quelles informations pourraient être obtenues par la suite en anticipant la façon dont elles seraient classifiées. Pour rappel, les catégories retenues par le SITG se trouvent dans le tableau 5 du chapitre 6.3.1, à la page 34.

7.1.1. Problématique

L'étude attentive de cette classification ainsi que du CSC proposé par l'UNESCO (voir figure 6 au point 5.1.2) ont permis de dégager des points pour lesquels une réflexion est nécessaire afin de décider de leur possible intégration au modèle du SIT VS. Ces aspects sont les suivants :

- Le patrimoine naturel (parcs naturels, réserves, jardins botaniques, etc.) n'est pas pris en compte par le SITG. Où le classer ? Doit-on créer une nouvelle catégorie ?
- Le patrimoine culturel immatériel (traditions, fêtes, légendes, etc.) n'apparaît pas dans le modèle genevois. Comment l'y intégrer ?
- La notion de médiation, très importante pour les initiateurs du projet (J. Cordonier, CP, 19 octobre 2012), doit être intégrée au modèle.
- Les nombreuses associations culturelles (ex : Association cantonale des musiques valaisannes, troupes amateurs, etc.) ne sont pas prises en compte dans le SITG. Or, elles sont très importantes pour tout ce qui concerne la culture au niveau amateur en Valais. Il est donc pertinent de les intégrer.
- Les manifestations culturelles sont également absentes du SITG. Elles doivent absolument être intégrées car elles jouent un rôle important dans le paysage culturel valaisan.
- Le type d'équipement *Lieu de culte* est-il vraiment utile ? Ne pourrait-il pas être intégré au type *Musée/Patrimoine historique* ?
- Les monuments et beaux bâtiments n'apparaissent pas clairement dans le SITG ? Y sont-ils intégrés ? Si oui, à quel type d'équipement ? Est-ce pertinent ?

7.1.2. Propositions pour une intégration au modèle genevois

Les différents points de divergence mentionnés ci-dessus sont repris ici et une ou plusieurs solutions sont proposées afin d'intégrer les éléments manquants ou de modifier la structure si nécessaire. Il convient de rappeler que, dans un souci de comparabilité avec le canton de Genève, il serait inapproprié de trop modifier ou compliquer le futur système valaisan. Au contraire, la solution la plus judicieuse serait de pouvoir intégrer tous les éléments manquants au système, sans pour autant ajouter de nouvelle catégorie.

Le patrimoine naturel

Le patrimoine naturel en Valais est notamment constitué des parcs naturels Binntal et Pfyn-Finges, du glacier d'Aletsch – qui figure au patrimoine mondial de l'UNESCO –, mais également des nombreuses montagnes qui font figure de symboles, comme le Cervin ou les Dents du Midi (Valais Tourisme, 2012). Ces éléments sont importants pour le canton, principalement au niveau touristique, mais ne sont en revanche pas directement liés avec la culture au sens de l'OVDK. Le patrimoine naturel fait partie des éléments qui, s'ils étaient ajoutés à l'OVDK, en compliqueraient grandement la tâche, notamment par le fait qu'il s'agisse de territoires et non de lieux définis pour lesquels on peut placer un point sur une carte à petite échelle. Pour cette raison, le patrimoine naturel ne devrait pas être intégré à la cartographie de la culture du SIT VS.

Le patrimoine culturel immatériel

Dans sa convention sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, l'UNESCO définit le patrimoine culturel immatériel comme « les pratiques, les représentations, expressions, connaissances et savoir-faire [...] que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel » (UNESCO, 2003, p. 2). Or, en considérant cette définition, on se rend compte qu'il est impossible de faire un inventaire complet du patrimoine culturel immatériel valaisan, pour la simple et bonne raison que, selon la définition, celui-ci est déterminé par les citoyens eux-mêmes. Une tradition villageoise ou familiale peut ainsi être considérée comme patrimoine culturel immatériel. En saisissant la portée de cette définition, on constate qu'il n'est pas possible d'intégrer cet élément à l'OVDK, qui se doit de respecter une méthodologie précise et un cadre structuré, d'où l'incompatibilité.

La notion de médiation

Jacques Cordonier l'a souligné (CP, 19 octobre 2012), la notion de médiation culturelle est très chère aux autorités culturelles valaisannes. Selon le Programme montréalais d'action culturelle, les activités de médiation culturelle ont pour but de faciliter l'accès à la culture pour les citoyens, notamment en favorisant le contact avec les artistes et leurs œuvres (Ville de Montréal, 2010). Vu que la notion de médiation culturelle englobe des actions, elle s'applique à la catégorie « type d'usage », au même titre que la création, l'enseignement, la

diffusion et la conservation. Étant donné que la médiation culturelle ne peut être intégrée à aucune de ces catégories, il conviendrait d'ajouter un type d'usage supplémentaire, qu'on nommerait *Médiation*.

Les associations et groupements culturels

La culture amateur est caractérisée par bon nombre d'associations culturelles, comme l'Association cantonale des musiques valaisannes, l'Association des ligues d'improvisation valaisannes ou encore la troupe du Cercle Théâtral de Chippis (Association des sociétés du théâtre amateur valaisan, 2012). Ces dernières peuvent aisément être intégrées au système existant. La proposition est de les classer dans le type d'équipement « Local », puisque généralement ces institutions occupent des locaux – parfois communaux –, puis dans l'activité et le type correspondant. Le Cercle Théâtral de Chippis serait donc classé comme suit : type d'équipement *Local* ; activité *Théâtre* ; usage culturel *Création/Production*. Le point correspondant pourra être placé sur la carte puisque ces institutions occupent généralement des locaux définis. A noter que pour les pratiques amateurs, le local sera celui où la troupe/le groupe se réunit pour la création et la production. Il ne s'agit donc ici pas de créer de nouvelles catégories, mais bien d'intégrer aux catégories existantes des institutions culturelles qui ne sont pas prises en compte par le système genevois.

Les manifestations culturelles

Les manifestations culturelles valaisannes sont nombreuses ; le combat des reines d'Aproz, le cinéma Open Air de Martigny, le festival Art de Rue à Sion et le festival de musique classique Musikdorf Ernen peuvent être cités à titre d'exemples. En ce qui concerne le type d'équipement qu'il s'agit d'attribuer à ces manifestations culturelles, aucune des propositions existantes ne semble convenir, puisqu'il s'agit uniquement de bâtiments. Or, ces manifestations ont souvent lieu en plein air ou dans des infrastructures construites pour l'occasion, telles que des tentes, des tribunes, etc. Pour cette raison, la proposition est de rajouter un type d'équipement nommé *Plein air/Amovible*. Ensuite, l'activité et l'usage culturel seraient attribués selon la manifestation. Il convient de souligner que l'usage culturel pour ces manifestations sera dans la plupart des cas la diffusion. Le cinéma Open Air de Martigny, par exemple, se classerait ainsi : type d'équipement *Plein air/Amovible* ; activité *Cinéma* ; usage culturel *Diffusion*.

Le type d'équipement « Lieu de culte »

Pourquoi avoir créé un type d'équipement spécifiquement pour les lieux de culte, alors que les monuments architecturaux ouverts au public sont classés dans *Musée/Patrimoine historique* ? On peut avoir deux visions du lieu de culte. D'un côté, le bâtiment peut être perçu comme une attraction touristique à visiter. Dans ce cas-là, il se classerait bien dans le type d'équipement *Musée/Patrimoine historique* et l'équipement *Lieu de culte* ne serait plus nécessaire. De l'autre côté, les lieux de culte sont aujourd'hui très souvent utilisés comme salle de concerts, du fait de leur excellente acoustique. Si l'on considère les lieux de culte avant tout comme salles de concert, il s'agirait de les classer dans *Salle de spectacle*. Avec cette version-là, l'équipement *Lieu de culte* ne serait pas nécessaire non plus. Pour cette raison, la suggestion est de mentionner les deux fonctions, lorsqu'applicable. On peut en effet imaginer déterminer deux points au même endroit sur la carte, l'un faisant état du lieu à visiter et le second des infrastructures pour concert disponibles.

7.1.3. La nomenclature du SITG adaptée d'après l'UNESCO

Sur la base des différentes suggestions faites ci-dessus, le système de nomenclature du SITG serait adapté comme tel. La couleur bleue montre les modifications apportées à la nomenclature originale.

Tableau 6 - Nomenclature du l'Atlas culturel transfrontalier adaptée d'après l'UNESCO

Type d'équipement	<ul style="list-style-type: none"> - Archives - Centre culturel - Salle de spectacle - Salle polyvalente - Maison de quartier - Musée/Patrimoine historique ouvert au public - Bibliothèque/Médiathèques - Galerie d'art - Local - Atelier/Studio - Lieu de culte - École - Librairie/Disquaire - Plein air/Amovible - Autres
Activité culturelle pratiquée	<ul style="list-style-type: none"> - Théâtre - Danse - Musique - Arts plastiques - Cinéma/audiovisuel - Livre - Histoire/sciences - Pluridisciplinaire
Type d'usage culturel	<ul style="list-style-type: none"> - Création/production - Enseignement - Conservation - Diffusion - Médiation

Source : Adapté de SITG (2012a)

On remarque que peu de changements ont été effectués, mais que ceux-ci permettent de mieux représenter le paysage culturel valaisan et d'y intégrer le plus d'acteurs possibles. L'ajout du type d'équipement *Plein air/Amovible* permet de représenter une grande quantité d'évènements culturels ponctuels, laissés de côté par le SITG. Or, ces manifestations contribuent grandement à rendre la culture accessible à tous et rassemblent les populations. Il est donc fondamental de chercher à mesurer leurs impacts et à évaluer leur influence sur le milieu de la culture valaisanne.

7.2. Collaboration avec la Plateforme Culture Valais

En plus du lien qui doit être fait entre le SIT VS et l'OVDC, il convient également de développer les collaborations avec la dernière nouveauté en matière de culture, la Plateforme Culture Valais (PCV). Ce site internet (www.culturevalais.ch) a été inauguré en mai 2012 et résulte d'une volonté des institutions culturelles du Valais, de l'Association des villes valaisannes et de l'État du Valais de travailler conjointement (Plateforme Culture Valais, 2012a). Concrètement, la PCV se veut une véritable mine d'or en ce qui concerne la vie culturelle valaisanne, faisant ainsi le lien entre les différents acteurs. Elle comporte notamment un agenda complet et détaillé pour lequel contribuent plus de 100 institutions culturelles du canton, une base de données des infrastructures et des institutions ou encore toutes les actualités de la branche.

Le principal axe de collaboration à mettre en place pour l'OVDC est lié à la base de données que gère la PCV. En effet, celle-ci a mis en place un inventaire complet des infrastructures et institutions culturelles du canton du Valais. De ce fait, certaines informations attributaires, souhaitées par les initiateurs du projet de l'OVDC dans le système d'information géographique du Valais, sont déjà disponibles au travers de la PCV. Parmi ces informations, on peut retenir l'adresse de l'institution/de l'infrastructure, le numéro de téléphone, le site internet, l'e-mail de contact, la capacité de la salle et ses dimensions.

Figure 12 - Fiche signalétique du Théâtre du Crochetan sur la Plateforme Culture Valais



Théâtre du Crochetan

SALLE DE CONCERTS / SALLE DE PROJECTION / SALLE DE SPECTACLES / SALLE DE CONFÉRENCE / RÉUNION

Salle de 650 places
Foyer de 300 places

Transports publics

- Train

Horaires d'ouverture

lu-ve: 9h00-12h00 et 14h00-18h00
et samedi dès 14h00 les jours de spectacle

Données techniques

SALLE DE CONCERTS	
Taille (Nombre de salles)	2
Profondeur de la scène	14.0 m
Ouverture	11.0 m
Hauteur au cadre	5.6 m
Budget de production	Oui
Fiche technique (PDF)	fiche technique salle

ADRESSE

Théâtre du Crochetan
Service Culture et Intégration
Rue du Théâtre 6
Case postale 512
1870 Monthey
Téléphone 024 475 79 11
Réservations 024 471 62 67
crochetan@monthey.ch
<http://www.crochetan.ch>

Source : Données de l'auteur, adapté de Plateforme Culture Valais (2012b)

Cette richesse d'informations devrait donc pouvoir être appliquée au système d'information géographique également, dans le but une nouvelle fois d'éviter de perdre du temps à refaire des choses qui ont été faites précédemment et, par conséquent, existent déjà. Au niveau technique, Jean-Christophe Loubier et Marlène Rieder, responsable de la promotion culturelle, ont confirmé qu'il serait tout à fait possible de réutiliser les informations de la base de données de la PCV pour l'OVDC (CP, 20 novembre 2012).

En marge de la réutilisation de la base de données de la PCV, il s'agira également de mettre en place une étroite collaboration entre l'observatoire et la Plateforme Culture Valais pour ce qui concerne les actions marketing et les supports de communication possibles (voir point 7.4).

7.3. Représentation cartographique

La représentation cartographique est particulièrement pertinente pour un territoire comme le Valais, caractérisé par de nombreuses disparités. En effet, il convient de rappeler que l'une des principales caractéristiques du Valais est d'être un canton bilingue. Cela implique qu'il existe, malgré tous les efforts mis en œuvre par les autorités, une barrière linguistique qui reste difficile à franchir pour certains et la culture n'y échappe pas. Au même titre, la topographie singulière du canton, alternant aussi bien plaines que régions montagneuses, se présente également comme un défi pour les représentations territoriales. Dans ce sens, la cartographie, permettant une vue d'ensemble de tout le canton, est plébiscitée par les initiateurs du projet de l'OVDC qui souhaitent disposer d'une base pour la gestion territoriale culturelle au sens de l'article 4 de la Loi sur la promotion de la culture, à savoir « veiller à une répartition équitable des activités culturelles dans le canton » (Canton du Valais, 1996, p. 1).

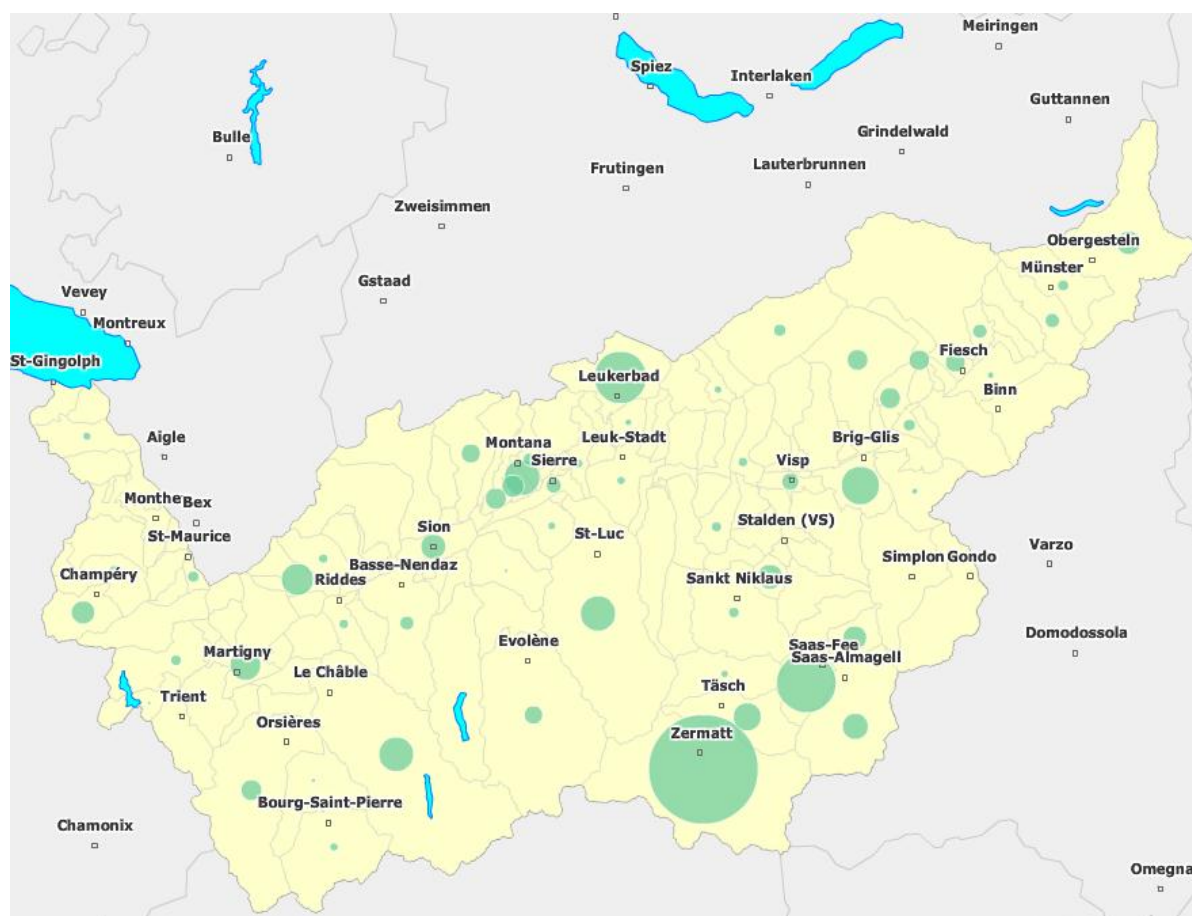
Hormis l'inventaire des lieux culturels cartographié par un système d'information géographique du type de l'Atlas culturel transfrontalier du SITG, il existe des programmes permettant d'aller beaucoup plus loin dans l'utilisation de l'outil cartographique, permettant ainsi des représentations complexes pouvant être adaptées et combinées afin de servir de véritables bases pour la prise de décision. Il est par exemple possible, comme expliqué par Monsieur Loubier (CP, 20 novembre 2012), de représenter le rayonnement d'un lieu sur la

population des alentours, par exemple à l'aide d'un cercle. Si cette analyse est effectuée pour divers lieux, elle permet de mettre à jour d'éventuelles zones dites *de cannibalisme* (là où les cercles s'entrecroisent), soit deux lieux entrant en concurrence l'un avec l'autre de par leur rayonnement géographique. Cet outil est fréquemment utilisé par exemple pour l'optimisation géographique des crèches (J-C. Loubier, CP, 20 novembre 2012). Il est aisé d'imaginer l'adaptation de cet outil à la culture en Valais. On peut notamment penser à une telle représentation pour l'optimisation de la répartition des subventions par habitant ou le choix de l'emplacement d'une nouvelle salle de concert. Ce type de représentation est notamment possible au travers de l'eAtlas du Valais.

7.3.1. L'eAtlas du Valais

Interactif, dynamique et collaboratif, l'eAtlas du Valais a été conçu par une équipe de l'Université de Lausanne et de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne et soutenu par l'État du Valais (eAtlas du Valais, 2012a). Il s'agit d'un atlas virtuel proposant de nombreuses possibilités de représentations cartographiques de diverses statistiques relatives au canton du Valais. L'eAtlas fonctionne grâce au système de représentation géographique Géoclip, qui prône une cartographie intuitive, interactive et accessible à tous. A l'heure actuelle, les différents domaines couverts par l'eAtlas incluent notamment la population, le tourisme, la mobilité ou encore la politique (eAtlas du Valais, 2012a). La cartographie suivante, issue de la couche *tourisme* de l'eAtlas et représentant au moyen de disques la répartition des nuitées touristiques dans le canton du Valais en 2011, fait figure d'exemple.

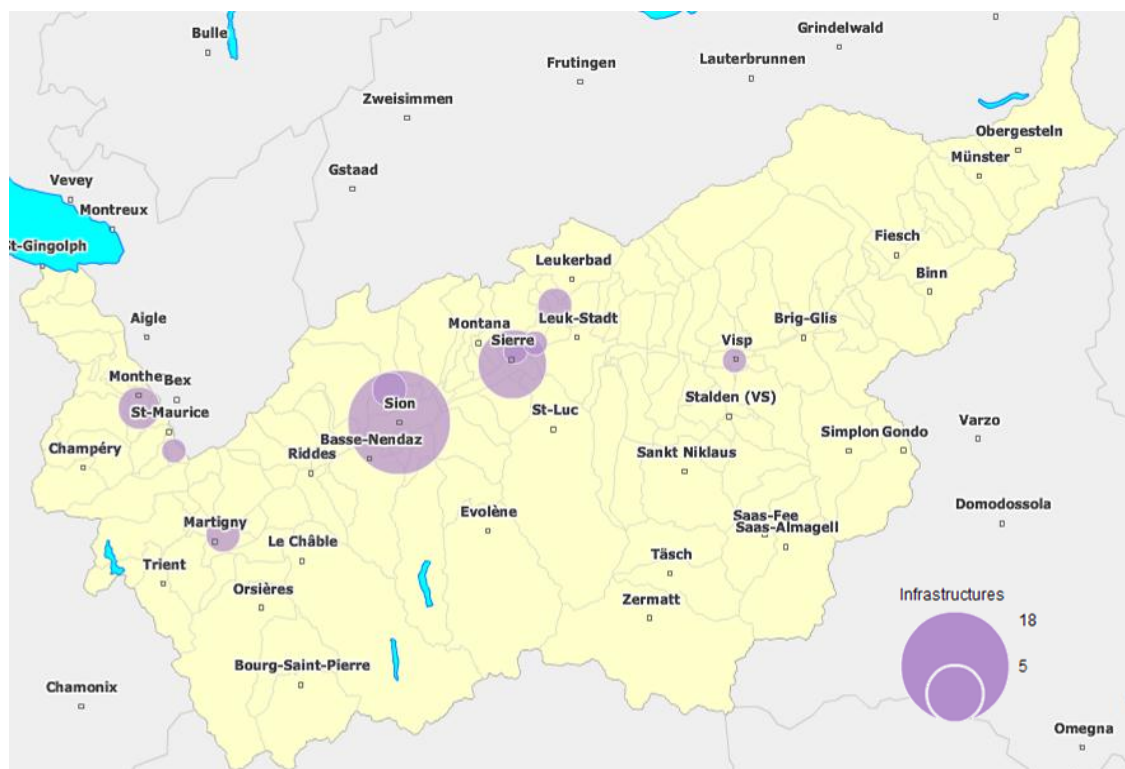
Figure 13 - Représentation cartographique des nuitées touristiques dans les communes valaisannes en 2011



Source : Données de l'auteur, adapté de eAtlas du Valais (2012b)

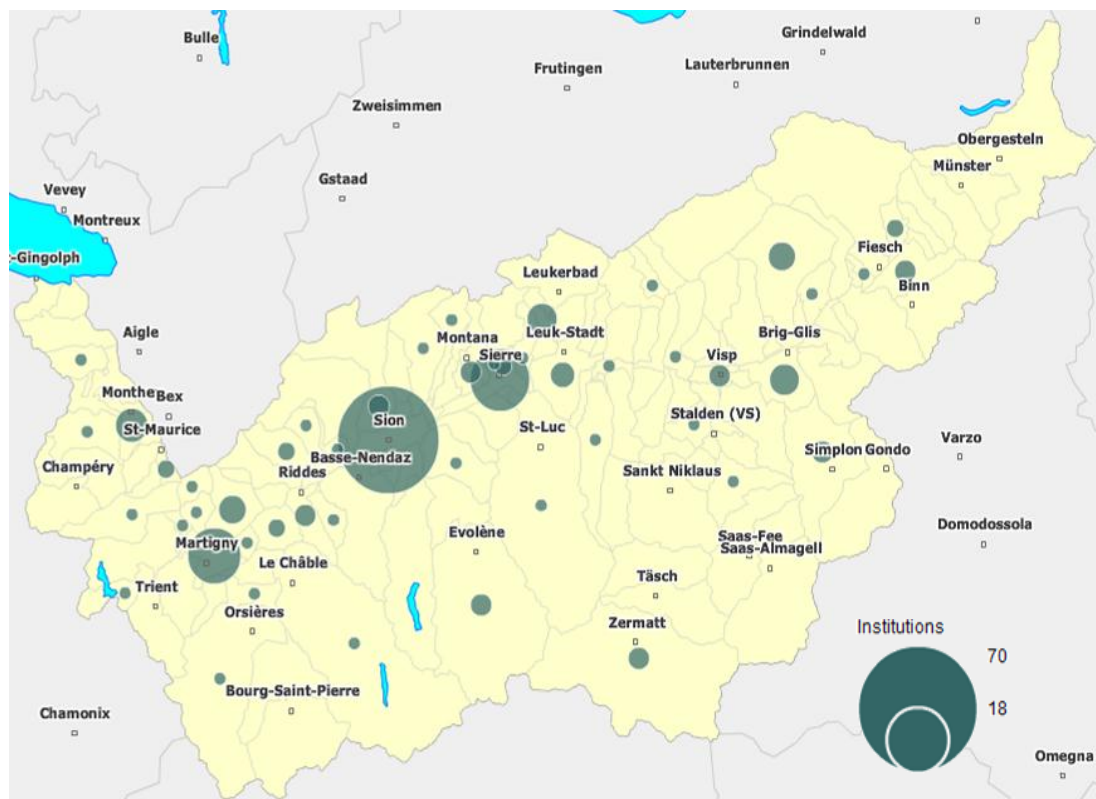
Cette représentation permet de voir au premier coup d'œil quelles sont les communes qui ont accueilli le plus de nuitées touristiques en 2011, mais également d'avoir une vue d'ensemble de tout le canton. Il n'existe en revanche aucune couche relative à la culture pour le moment dans cet outil. Cependant, comme l'eAtlas se veut participatif, il est possible de créer sa propre cartographie en insérant dans le programme un fichier Excel préparé selon des critères de fonctionnement et contenant les statistiques que l'on souhaite cartographier. Une fois le fichier téléchargé, la cartographie est automatiquement générée. À titre d'exemple, une simulation a été effectuée avec l'aide de Jean-Christophe Loubier. Les données disponibles sur la Plateforme Culture Valais concernant les infrastructures et les institutions ont été reprises, puis téléchargées dans l'eAtlas au moyen d'un fichier Excel. Le résultat est le suivant :

Figure 14 - eAtlas: nombre d'infrastructures culturelles par commune en Valais en 2012



Source : Données de l'auteur, adapté de eAtlas (2012b) & Plateforme Culture Valais (2012b)

Figure 15 - eAtlas: nombre d'institutions culturelles par commune en Valais en 2012



Source : Données de l'auteur, adapté de eAtlas (2012b) & Plateforme Culture Valais (2012b)

Cela montre qu'il serait possible, voire judicieux, de se servir de l'eAtlas pour les représentations cartographiques avancées de l'OVDC et d'y intégrer la culture. On peut tout à fait imaginer la création d'une couche *culture* dans l'eAtlas, accessible à tous les utilisateurs et servant à représenter les statistiques culturelles recueillies. Car en effet, l'eAtlas se distingue de l'Atlas culturel transfrontalier du SITG par le fait qu'il représente des statistiques de manière cartographique, alors que l'ACT représente un inventaire de lieux sous forme de semis de points. Ces deux outils ne sont donc ni égaux, ni opposés, mais bien complémentaires, car tous deux correspondent à un aspect souhaité de l'OVDC par les initiateurs du projet.

7.4. Intégration de statistiques complémentaires

Comme mentionné au point précédent, de nombreuses données statistiques seront nécessaires à l'établissement de statistiques culturelles, d'études, d'analyses ainsi qu'aux cartographies correspondantes. On distingue trois grandes catégories de statistiques culturelles, détaillées ci-après.

7.4.1. Statistiques financières

Les statistiques financières sont relatives non seulement au financement de la culture, mais également aux dépenses et aux recettes des institutions du secteur. En Suisse, le financement de la culture se fait avant tout par les subventions octroyées par les cantons, les communes ou les organes de subventionnement (OFS, 2001, p. 29) tels que la Loterie Romande (LoRo), Pro Helvetia et le Pour-cent Culturel Migros. En 2011, par exemple, la LoRo valaisanne a soutenu 547 institutions et associations du canton pour une somme totale de CHF 25.5 millions. Or, 53% de ce montant, soit plus de CHF 13 millions ont été attribués à des institutions valaisannes culturelles ou de sauvegarde du patrimoine (Loterie Romande, 2012).

Sachant cela, il devient intéressant de savoir comment se financent les projets culturels en Valais, et notamment quelle est la part de subventionnement et quelle est celle d'autofinancement. Le Service de la culture valaisan a accès aux données concernant les subventions accordées par le canton et les principales villes du Valais, grâce à la collaboration avec les délégués culturels (A. Roduit, CP, 6 décembre 2012). En revanche, il

est peu probable que les organes de soutien mentionnés plus haut acceptent de livrer de telles informations, par soucis de confidentialité. Ces données devront donc plutôt être demandées aux initiateurs de projet. On peut imaginer qu'il serait intéressant de disposer des informations suivantes :

Dépenses

- Les frais de personnel
- Les frais de matériel
- Les frais de marketing/publicité

Recettes

- Les recettes propres
- Les prestations de tiers (soutien public et privé)

Ces données statistiques permettront d'en apprendre plus sur le financement de la culture en Valais, mais aussi sur l'importance économique de ce secteur.

7.4.2. Statistiques sur les emplois

Disposer d'une statistique sur les emplois culturels en Valais est intéressant pour le canton dans le sens où cela permettrait d'évaluer l'importance de la culture dans le paysage de la vie active valaisanne. Les informations qu'on pourrait souhaiter sont les suivantes :

- Nombre d'employés
- Nombre d'emplois équivalent plein temps
- Nombre de professionnels impliqués dans un projet (par exemple, troupes de théâtre ou orchestres)
- Type de formation suivie par les personnes travaillant dans le milieu de la culture

Ces données seraient évidemment utiles pour mesurer les impacts de la formation culturelle dans le canton, les efforts à faire ou les nouvelles démarches à entreprendre. Une telle statistique peut donc influencer considérablement sur la politique de formation culturelle du canton et servir de ligne directrice.

7.4.3. Statistiques sur les pratiques culturelles

Par souci de simplifier le procédé, ces données statistiques sur la participation culturelle devront certainement être récoltées auprès des institutions culturelles plutôt qu'auprès de la population. En revanche, des études ponctuelles sur la provenance des visiteurs/clients ou les habitudes des ménages, par exemple, ne pourront être réalisées qu'auprès de la population.

Pour ce qui est des statistiques sur la pratique culturelle de base, les informations intéressantes diffèrent selon le domaine culturel et le type d'institutions. Par exemple, pour les musées, les données pertinentes seraient les suivantes (OFS, 2001, pp. 87-88) :

- Nombre de visiteurs/de billets vendus (par mois/année/exposition)
- Nombre de visites actives (visites guidées, visites scolaires, etc.)
- Nombre d'œuvres d'art exposées
- Nombre d'œuvres d'artistes valaisans

En revanche, pour les bibliothèques et médiathèques, les indicateurs intéressants seraient différents :

- Nombre d'ouvrages/supports qui composent la collection
- Nombre de visites dans les locaux
- Nombre de prêts octroyés
- Nombre d'ouvrages consultés sur place
- Nombre de photocopies réalisées
- Nombre de visites sur le site web
- Nombre de recherches effectuées en ligne
- Nombre de commandes effectuées en ligne

On constate donc que les données pertinentes sont différentes pour chaque domaine de la culture, ce qui implique qu'une réflexion en profondeur est nécessaire pour parvenir à un inventaire exhaustif des statistiques souhaitées. Toutes ces données dépendent également du mode de récolte utilisé.

7.4.4. Récolte des données statistiques complémentaires

La question venant à l'esprit en premier lieu lorsqu'on pense à la récolte de statistiques culturelles auprès des associations, troupes ou établissements culturels, est la suivante : comment convaincre les acteurs culturels, y compris ceux ayant peu de moyens à disposition, de récolter les données mentionnées dans les points précédents alors qu'ils n'y trouvent à priori aucun avantage direct ?

D'un commun accord avec le groupe de travail pour l'avant-projet, il a été convenu que la grande majorité des statistiques seraient récoltées en lien avec la demande de soutien financier. Le canton du Valais bénéficie d'une méthodologie claire pour l'octroi de subventions aux initiateurs de projets culturels. Ceux-ci doivent en effet fournir un dossier complet comprenant toutes sortes d'informations, dont une copie du budget établi (A. Roduit, CP, 6 décembre 2012). Sachant cela, trois pistes ont été dégagées concernant la méthode de récolte des statistiques.

Méthode n°1

Si les données statistiques sont collectées en échange d'une subvention du canton, on peut imaginer rajouter des rubriques demandant de renseigner les informations nécessaires au dossier que les demandeurs de soutien doivent remplir. Cependant, cette méthode ne serait applicable que si l'évènement en question a déjà eu lieu auparavant (par exemple, une manifestation récurrente, telle que le Festival international de Cor des Alpes de Nendaz). En effet, les statistiques demandées dans le questionnaire peuvent uniquement se référer à un évènement passé, puisque les données pour la manifestation à venir ne sont pas encore connues. Si le projet est organisé pour la première fois ou s'il s'agit d'un évènement ponctuel (par exemple, une exposition pour l'anniversaire d'une association), il ne sera pas possible de récolter les données statistiques effectives de cette manière, mais uniquement les chiffres prévus (budget prévisionnel, affluence estimée, etc.).

Ensuite, la fréquence des récoltes pourrait se révéler problématique à long terme : comment parvenir à produire des statistiques culturelles pertinentes si certaines données sont collectées chaque mois, d'autres à la fin d'une tournée de quatre mois et d'autres encore une fois par année ? Cette question est pour l'instant sans réponse et demande

qu'on y consacre du temps et de la réflexion lors de la conception du projet. Car il s'agit d'un aspect important de la récolte de statistiques.

Finalement, l'exactitude des données est un risque à évoquer. En effet, une petite association disposant de moyens financiers et humains réduits pour produire des données telles que la fréquentation d'un évènement ou la provenance des hôtes pourrait être tentée de fournir des estimations, voire de gonfler ces chiffres pour espérer une subvention plus importante. Malheureusement, il n'y a aucun moyen de garantir la véracité des données statistiques fournies par les acteurs culturels, y compris les institutions bénéficiant de plus de moyens. Il s'agit simplement de faire confiance aux prestataires et d'attirer leur attention sur le fait qu'une statistique fidèle à la réalité servira plus leur intérêt que des données erronées.

Méthode n°2

On peut également imaginer une solution selon laquelle l'octroi de la subvention se ferait en deux fois. Concrètement, l'instigateur dépose une demande de subvention pour son projet, qui est ensuite acceptée ou non. Si l'aide financière est accordée, les deux tiers du montant seraient versés avant l'évènement. En revanche, le tiers restant serait quant à lui payé après l'évènement, une fois les statistiques nécessaires fournies par l'organisateur. Cela « obligerait » les prestataires à rendre des comptes au canton s'ils souhaitent recevoir la deuxième partie de leur subventionnement.

L'avantage de la proposition 2 est qu'elle s'applique à tous les projets culturels, indépendamment de leur périodicité et qu'elle permet d'obtenir des données récentes, au contraire de la proposition numéro 1. Cependant, malgré ces avantages de taille, cette solution se révèle très compliquée, voire impossible, à mettre en place d'un point de vue administratif (A. Roduit, CP, 20 novembre 2012). En effet, considérant le grand nombre de demandes de soutien reçues chaque année par le canton du Valais, la gestion des subventions octroyées représente une charge de travail administratif conséquente. Or, dans le cas d'un paiement en deux versements, celle-ci augmenterait encore considérablement (A. Roduit, CP, 20 novembre 2012).

Méthode n°3

Une troisième méthode basée sur la demande de subvention peut être imaginée. Lors de l'octroi de la subvention, le demandeur est informé qu'en échange, il est tenu de fournir quelques statistiques relatives à son projet à la fin de la réalisation de celui-ci. Le contrat pourrait être tacite (engagement sous forme orale) ou formel (signature d'un document), selon ce que souhaite le Service de la culture. Un questionnaire serait évidemment fourni afin de faciliter la tâche des institutions culturelles. On peut dès lors penser que l'acteur culturel respectera son engagement et fournira les statistiques à la fin de l'évènement/du projet.

Cette méthode paraît la plus réalisable des trois car elle ne demande que peu d'organisation et pas de révolution dans la façon de fonctionner pour l'octroi des subventions. De même, elle permet d'obtenir des statistiques récentes, au contraire de la méthode n°1. En revanche, ce procédé fonctionne uniquement sur un principe de confiance – sauf s'il est décidé qu'un document doit être signé par le demandeur de subvention. On peut penser que les acteurs culturels seront conscients que s'ils ne s'acquittent pas de cette tâche faisant partie du processus, ils risquent de voir leur subvention diminuée, voire être refusée à la prochaine demande. Dès lors, tous les facteurs permettant de penser que cette méthode serait assez aisément applicable sont réunis.

L'exemple de l'OCCQ

Sur les trois méthodes envisagées, une seule semble réellement applicable. Toujours dans le but de s'inspirer des bonnes pratiques existantes, un contact a été pris avec l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, modèle pour la récolte de statistiques, pour connaître leur façon de procéder. Il en ressort que l'OCCQ utilisent deux moyens différents pour collecter ces données (C. Routhier, coordinatrice à l'OCCQ, communication personnelle, 4 décembre 2012).

La premier consiste à récupérer des données administratives compilées par d'autres organismes gouvernementaux, comme le Ministère de la Culture et des Communications ou le Conseil des Arts du Québec. Ces institutions gèrent différents programmes de subventionnement, dans le cadre desquels les institutions sont tenues de communiquer ces

statistiques (C. Routhier, CP, 4 décembre 2012). Cela correspond en effet avec la volonté du canton du Valais de lier cette collecte de données à la demande de subvention. Cela confirme la pertinence de la méthode n°3, puisque Madame Routhier a bien précisé que les institutions « sont tenues de » (CP, 4 décembre 2012) fournir ces données aux organismes attribuant les subventions.

Le second moyen sur lequel se base l'OCCQ pour la récolte de statistiques est la réalisation d'études ciblées auprès des partenaires culturels, au moyen de questionnaires qui leur sont envoyés. Pour obtenir un taux de réponse satisfaisant, l'OCCQ profite du fait qu'il fait intégralement partie de l'Institut de la statistique du Québec, agence officielle, et que par conséquent, les institutions culturelles sont tenues de répondre en vertu de la loi (C. Routhier, CP, 4 décembre 2012). De plus, l'OCCQ dispose d'une centrale de collecte moderne où de nombreux préposés consacrent du temps aux rappels envoyés aux retardataires. Finalement, l'OCCQ explique encore être conscient de la difficulté des petites institutions à collecter de telles données – manque de moyens financiers et humains – et en tenir compte dans l'élaboration de leurs enquêtes et questionnaires (C. Routhier, CP, 4 décembre 2012).

On constate donc que le système de récolte de l'OCCQ est bien rôdé. La bonne nouvelle est que le premier moyen de récolte des données, équivalent de la méthode n°3 proposée ci-dessus, peut tout à fait être appliquée au canton du Valais. En revanche, l'OCCQ a la chance de pouvoir s'appuyer sur une loi pour justifier cette collaboration des institutions culturelles, ce que le Valais ne peut pas faire. Il s'agira donc, après étude du fonctionnement et du rendu de la méthode n°3 – si celle-ci est bien choisie pour être appliquée à l'OVDC – de décider si oui ou non une seconde méthode de récolte est nécessaire ou si les résultats sont pleinement satisfaisants avec un seul moyen de collecte.

7.5. Supports de communication possibles

Une fois les données statistiques collectées et analysées par l'OVDC, il s'agira évidemment de mettre en place un système de communication pour faire parvenir ces informations aux professionnels de la culture valaisans et au grand public. Ce chapitre détaille les différents moyens existants pour une communication efficace.

Page internet de la Plateforme Culture Valais

L'importance d'internet pour l'accès à l'information est maintenant reconnue depuis plusieurs années. Une présence sur la toile est donc indispensable dans le but de faciliter l'accès aux résultats et données statistiques produits par l'OVDK. Encore une fois, dans le but d'éviter la surinformation et l'éparpillement des données, on peut envisager de créer, sur la Plateforme Culture Valais, une page spécifique dédiée à l'observatoire. Tous les documents produits y seraient téléchargeables et on y trouverait également divers articles ou actualités en lien avec les activités de l'OVDK. De cette manière, la Plateforme Culture Valais resterait le site internet de référence, noyau de la culture valaisanne, tout en servant de trait d'union entre les différentes institutions, les acteurs du monde culturel et le grand public.

Newsletter de la Plateforme Culture Valais

La Plateforme Culture Valais publie une newsletter à raison de quatre fois par an uniquement, en mars, juin, septembre, et décembre (M. Rieder, responsable de la promotion culturelle en français, communication personnelle, 6 décembre 2012). Celle-ci contient les principales actualités du monde culturel valaisan ainsi que des rubriques récurrentes, comme *Le coup de cœur de...*, *Les visages de la culture* ou encore les télégrammes du Service de la culture et des principales villes valaisannes (Plateforme Culture Valais, 2012a).

Il est facile d'imaginer ajouter à cette newsletter une rubrique récurrente du type *La statistique du printemps/de l'été/de l'automne/de l'hiver* et communiquer ainsi brièvement, et de façon accessible au grand public, sur un thème ou un chiffre particulier.

Le trop-plein d'informations et de newsletters électroniques auxquels sont soumis les utilisateurs d'internet chaque semaine donne raison à la PCV de se limiter à quatre bulletins par an, évitant ainsi d'excéder ses lecteurs. Pour cette même raison, il est certainement judicieux pour l'OVDK de s'inscrire dans la newsletter existante de la PCV plutôt que d'en créer une additionnelle.

Publications

A l'image de ce que font l'OPC de Grenoble et de l'OCCQ, diverses publications et études thématiques seront réalisées par l'OVDK. Les publications représenteront la base du travail

de l'OVDC. Il s'agira d'élaborer des documents qui soient intéressants pour le grand public, et surtout pour les médias, notamment autour de thèmes attractifs. Car si l'observatoire a pour but premier d'aider les autorités valaisannes à orienter leur politique culturelle, il ne faut pas perdre de vue le second objectif qui est d'informer et de documenter la population sur l'importance de la culture dans le canton.

Ces publications seraient disponibles en format PDF (gratuit) sur la page internet de l'OVDC sur la PCV, et il serait possible de les commander en format papier (payant) auprès du Service de la culture. Ces publications s'adresseraient plutôt aux professionnels de la culture, alors que les autres moyens de communication basés sur ces publications, tels que les articles de la PCV, les communiqués de presse publiés, la newsletter, etc. seraient eux plus facilement accessibles au grand public, et surtout plus attractif, de par leur caractère moins officiel.

Thématiques et actions marketing associées

Pour les prochaines années, la PCV a prévu de définir trois ou quatre thématiques particulières par année, en lien avec la culture et les saisons culturelles, pour ensuite organiser son marketing et des activités autour de ces thèmes. Cette stratégie marketing est basée sur celle mise en place par l'association faîtière *Les Vins du Valais*, qui choisit chaque année un vin (par exemple le Cornalin) et en fait la promotion au travers des caves et des producteurs qui en proposent (M. Rieder, CP, 6 décembre 2012). Cette technique permet un marketing plus ciblé et qui se renouvelle chaque année, montrant un réel dynamisme. Car il est vrai qu'un marketing orienté sur les vins du Valais en général se révélerait probablement trop général justement et répétitif d'année en année, perdant ainsi de sa force auprès des consommateurs. Il en va de même pour la culture en Valais ; le domaine est tellement vaste et diversifié qu'il serait dommage de ne pas en tirer avantage et de se limiter à un marketing trop général. C'est principalement pour cette raison que le choix de définir des thématiques a été fait. Marlène Rieder cite comme exemple pour la saison d'été la thématique de la *culture en plein air* (CP, 6 décembre 2012). Un autre avantage de ce mode de fonctionnement est que les thèmes choisis sont transversaux et touchent tous les domaines de la culture. En effet, pour le thème culture en plein air, on peut imaginer des sujets sur le Gampel Festival, le festival des arts de rue à Sion, divers théâtres en plein air, etc. Autour de

ce thème, diverses publications et interviews seraient faits ; des rencontres, ateliers et concours seraient également organisés. Pour ce qui est du marketing, l'un des objectifs de la PCV est d'organiser des voyages de presse en lien avec ces thématiques afin de permettre un rayonnement toujours plus grand de la culture valaisanne (M. Rieder, CP, 6 décembre 2012).

Pour l'OVDC, l'idée serait de réaliser et publier des études statistiques en lien avec les thématiques choisies par la PCV. Les travaux de l'observatoire montreraient ainsi tout l'intérêt des statistiques culturelles par le biais d'études concrètes, en s'inscrivant directement dans la stratégie de développement culturel valaisanne.

Magazine Culture du Nouvelliste

Depuis maintenant une année, le quotidien valaisan *Le Nouvelliste* propose un supplément gratuit sur la culture deux fois par an, l'un pour les saisons culturelles printemps-été, l'autre pour la période automne-hiver (Le Nouvelliste, 2012). La PCV collabore activement à l'élaboration de ce magazine, particulièrement pour les rubriques *Actus* et *Agenda*, mais également en fournissant les contacts nécessaires aux journalistes concernés. Ces suppléments représentent une opportunité de plus pour l'OVDC de faire connaître ses activités et ses résultats au grand public et de s'intégrer au monde culturel actuel, sans avoir besoin de tout réinventer. On peut notamment imaginer tant des articles thématiques que des brèves statistiques dans les actualités. De plus, la PCV reçoit, à chaque parution de ce supplément, un quota de 10'000 exemplaires qu'elle se charge de distribuer aux délégués culturels des villes valaisannes, qui eux-mêmes les transmettent aux institutions culturelles à proximité (M. Rieder, CP, 6 décembre 2012). Ce magazine bénéficie donc d'un lectorat grand public et professionnel à la fois.

Réseaux sociaux

La PCV est déjà active sur les réseaux sociaux au travers de comptes sur Facebook, Twitter et Google+, l'objectif étant de montrer une image dynamique de la culture valaisanne (M. Rieder, CP, 6 décembre 2012). Or, dans le but de rendre cette présence sur les réseaux sociaux encore plus interactive, il serait possible d'imaginer une publication quotidienne ou hebdomadaire du type *La statistique du jour/de la semaine*. Un message du type « Saviez-vous qu'un valaisan sur deux va au théâtre une fois par mois ? Et vous ? » serait

publié sur les réseaux sociaux, informant les utilisateurs à *petites doses* avec des informations courtes et factuelles, et les incitant ainsi à communiquer sur les habitudes culturelles. Il est également envisageable d'imaginer des concours du genre « Selon vous, quel montant le canton du Valais a-t-il attribué au domaine musical en 2011 ? », puis d'offrir une entrée/un billet pour une activité culturelle à la personne s'en rapprochant le plus. Ces actions marketing contribueraient à une meilleure visibilité de la PCV, de l'OVDK et de la culture valaisanne. Madame Rieder s'est montrée très intéressée par cette nouvelle possibilité d'utilisation des réseaux sociaux en collaboration avec l'OVDK.

Application pour smartphone

Une application smartphone de la Plateforme Culture Valais est en train d'être finalisée et sera disponible dès janvier 2013. Elle sera compatible avec tous les systèmes d'exploitation pour smartphone actuellement sur le marché. Comme une application se doit d'être dynamique, elle comportera essentiellement les éléments régulièrement actualisés du site internet, à savoir l'agenda, les actualités, les visages de la culture, etc. Le système de géolocalisation sera utilisé pour permettre aux utilisateurs de localiser les activités culturelles à proximité, à un moment donné (M. Rieder, CP, 6 décembre 2012). De plus, le canton du Valais a évoqué dernièrement le projet de lier l'application avec les *trésors du patrimoine*, monuments ou bâtiments historiques existants qu'il est possible de visiter. Lors de la visite du Château de Venthône par exemple, le visiteur qui arriverait sur place aurait la possibilité de scanner le QR Code apparaissant sur un panneau. Ceci fait, l'utilisateur serait automatiquement redirigé sur la page correspondante de l'application, où une explication historique du château serait disponible (M. Rieder, CP, 6 décembre 2012). On peut également imaginer que les statistiques de visites pour l'année écoulée, ou autres, soit visibles. Bien que cela soit encore seulement une idée, cela montre bien la volonté des institutions culturelles cantonales de s'adapter aux tendances du marché afin de présenter une culture valaisanne moderne et dynamique.

Journée du réseau de la Plateforme Culture Valais

En avril, la PCV organise une journée dédiée à tous ses membres, à savoir les institutions culturelles avec lesquelles elle collabore au quotidien. Cette *Journée du réseau* a avant tout pour but de favoriser le réseautage entre les acteurs culturels valaisans, mais aussi de leur

donner la parole, de connaître leur avis sur les activités de la PCV, de transmettre leurs suggestions ou d'exprimer leur mécontentement. L'intervention d'un invité de marque, la présentation de divers projets culturels cantonaux et des discussions rythment la journée (M. Rieder, CP, 6 décembre 2012).

L'OVDK se doit d'être présent à cette journée, puisqu'elle représente une occasion unique rassemblant un grand nombre d'acteurs culturels. Lors de la journée 2013, même si l'observatoire ne sera pas encore en fonction, les responsables pourraient par exemple faire une présentation du projet en expliquant les enjeux et les intérêts qu'y trouvent les partenaires. De plus, il est impératif de les informer que leur aide sera sollicitée pour la récolte de données statistiques et de préparer les esprits à ce projet d'envergure. Marlène Rieder a déjà fait l'expérience que ce genre de message passe beaucoup mieux auprès des prestataires et nécessite moins de rappels lorsqu'il a été transmis par un échange face à face (CP, 6 décembre 2012). La proximité, l'information et l'assistance aux acteurs culturels sont donc indispensables, et cette *journée du réseau* est une opportunité à saisir pour l'OVDK.

Conférence

L'une des idées émanant du groupe de travail de l'avant-projet serait à terme d'organiser une conférence en Valais pour officialiser la création de l'observatoire. Des professionnels expérimentés de l'observation culturelle seraient invités à présenter leurs structures (par exemple, l'OPC de Grenoble et l'OCCQ) et les responsables de l'OVDK communiqueraient sur la démarche de création et de mise en place de cet outil. Lors de cette journée, toutes les parties impliquées seraient conviées, à savoir les professionnels de la culture valaisans, les divers organes de promotion du canton (Valais/Wallis Promotion, Chambre valaisanne du tourisme) mais aussi les autorités culturelles des autres cantons suisses. La présentation d'un projet abouti en Suisse susciterait peut-être de l'intérêt chez d'autres services culturels cantonaux. L'idéal serait évidemment de pouvoir mettre en place des comparaisons et collaborations intercantionales, dans le but final d'arriver un jour à tenir une statistique culturelle nationale. La conférence représente un moyen efficace de se faire connaître auprès des acteurs impliqués et des observatoires existants à l'étranger, mais aussi d'obtenir une certaine présence médiatique, toujours dans le but de montrer une image dynamique et moderne de la culture valaisanne (J. Cordonier, CP, 20 novembre 2012).

Limites, recherches futures et conclusion

Comme son nom l'indique, ce travail présente un inventaire des différentes pratiques qui existent actuellement dans le domaine de l'observation culturelle, puis une suggestion de pistes concernant la façon dont ces exemples pourraient être adaptés au projet valaisan. Il se veut un état des lieux des recherches qui ont été faites pour l'avant-projet et les pistes proposées ont pour but d'orienter les futurs approfondissements et décisions du groupe de travail qui sera mis en place ensuite. Or, si ce rapport ne permet pas de définir clairement les lignes de création de l'Observatoire valaisan du développement culturel, il offre en revanche la possibilité de les esquisser.

Tout au long de la période de création de l'avant-projet, les séances, les discussions et l'apport de nouvelles idées émanant de différentes sources ont permis d'affiner le document et de réorienter les recherches selon les découvertes faites au fur et à mesure. Ce travail a donc dû s'adapter à divers changements et tenter malgré tout de lier tous les éléments jugés intéressants pour l'OVDC.

Une fois l'avant-projet approuvé, la démarche suivante consistera surtout à approfondir les suggestions faites dans ce rapport, qui doivent faire l'objet de réflexions pour déterminer la faisabilité, les manques, les points forts, les adaptations à apporter, le respect du budget, etc. Une fois ces questions abordées, il sera temps de faire des choix par rapport aux pistes évoquées ici : sur quelle nomenclature se baser ? quelles sont les données statistiques nécessaires ? comment collecter ces statistiques auprès des institutions culturelles ? comment organiser le stockage des données récoltées ? comment les exploiter de façon pertinente ? Ce sont autant de questions qui restent pour l'instant sans réponse définitive à ce stade du projet. Un enjeu important sera notamment de faire ces choix en fonction du budget alloué à l'OVDC, question qui n'a pas été abordée dans ce travail, faute de temps et d'informations. Il est en effet fondamental de sélectionner les outils et les procédés correspondant aux moyens financiers disponibles, sous peine de se retrouver avec une structure trop chère et de manquer ensuite de ressources pour sa maintenance.

Malgré les interrogations soulevées par ce travail concernant les futures décisions à prendre, celui-ci permet de constater qu'il existe beaucoup de modèles et de façons de

procéder qui peuvent s'adapter à ce que recherche le canton du Valais pour son Observatoire du développement culturel, laissant ainsi un sentiment largement positif pour la suite du projet.

Références

- ACP Cultures. (2012). *Mission de l'OC*. Récupéré sur http://www.acpcultures.eu/?page=observatoire_culturel_ACP2
- Amirou, R. (2005). Pour une culture du tourisme. *Cahier Espaces*, n°87, 29-33.
- Association des sociétés du théâtre amateur valaisan. (2012). *Liste des troupes affiliées*. Récupéré sur <http://www.astav.ch/troupes.html>
- Association 20 ans 100 francs. (2012). *Foire aux questions*. Récupéré sur <http://www.20ans100francs.ch/faq>
- Bender, G. & Moroni, I. (2011). *Politiques culturelles en Valais : Histoire, acteurs, enjeux*. Lausanne : Réalités Sociales.
- Blanc, J-M. (2006). L'observation, un outil de stratégie touristique. *Cahier Espaces*, n°90, 158-162.
- Canton du Valais. (1996). *Loi sur la promotion de la culture*. Récupéré sur <http://www.culturevalais.ch/fr/politique-culturelle/politique-culturelle-du-canton>
- Canton du Valais. (2002). *Fiche SIT Valais*. Récupéré sur http://www.vs.ch/NavigData/DS_23/M22467/fr/Fiche%20SIT%20Valais.pdf
- Canton du Valais. (2007). *La politique d'encouragement culturel*. Récupéré sur <http://www.culturevalais.ch/fr/politique-culturelle/politique-culturelle-du-canton>
- Canton du Valais (2011a). *Bénéficiaires des soutiens cantonaux en 2011*. Récupéré sur <http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=29809&Language=fr>
- Canton du Valais. (2011b). *Nouveau concept du Conseil d'État : Sport-Arts-Formation Valais*. Récupéré sur <http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=20339&Language=fr&RefMenuID=0&RefServiceID=0>
- Canton du Valais. (2012a). *Fonds Culture et Tourisme*. Récupéré sur http://www.vs.ch/NavigData/DS_313/M19137/fr/Dispositif%20Culture%20et%20tourisme.pdf
- Canton du Valais. (2012b). *Projet d'Observatoire du développement culturel en Valais* [document préparatoire interne non publié]. Sion : Auteur.
- Canton du Valais. (2012c). *Lettre au Conseiller d'État Claude Roch* [document interne non publié]. Sion : Auteur.
- Canton du Valais. (2012d). *Cahier des charges projet de l'OVDC* [document préparatoire interne non publié]. Sion : Auteur.

- Confédération suisse (1999). *Constitution fédérale de la Confédération suisse*. Récupéré sur <http://www.admin.ch/ch/f/rs/101/a69.html>
- Cousin, S. (2005). Comprendre l'opposition entre tourisme et culture. *Revue Espaces*, n°225, 15-17.
- Data warehouse. (2012). In *Oxford Business French Dictionary: French-English*. Récupéré sur <http://www.oxfordreference.com/view/10.1093/acref/9780191739491.001.0001/b-fr-en-00008-0002906?rskey=qtWY9V&result=2908&q=>
- eAtlas du Valais. (2012a). *L'eAtlas du Valais*. Récupéré sur <http://www2.unil.ch/eatlasvs/wp/>
- eAtlas du Valais. (2012b). *Le Valais comme destination touristique*. Récupéré sur http://www2.unil.ch/eatlasvs/geoclip/carto.php?&lang=fr&typind=R&nivgeos=gem&curlDom=5&curCodeDom=DOM10&curCodeTheme=d10_tourisme&curCodeInd=nuitees&curserie=2011
- Fédération suisse du tourisme. (2011). *Le tourisme suisse en chiffres 2011 : chiffres structurels et de branche*. Récupéré sur http://www.swisstourfed.ch/index.cfm?parents_id=1115
- Glassey, J-Y. (2012). *Centre culturel d'expositions et de concerts* [photo]. Récupéré sur <http://images.valais.ch/db/image/7016>
- Golfarelli, M. & Rizzi, S. (2009). *Data Warehouse Design: Modern Principles and Methodologies*. Bologne: The McGraw-Hill Companies.
- Gouvernement de la Communauté française. (2001). *Arrêté portant sur la création de l'observatoire des politiques culturelles*. Récupéré sur <http://www.opc.cfwb.be/index.php?id=3586>
- Greek observatory of cultural practices and cultural policy. (2012). *Observatory*. Récupéré sur <http://entopia.org/costisdallas/observatory/>
- Heery, E. & Noon, M. (2012). *A Dictionary of Human Resource Management*. Oxford: Oxford University Press.
- Institut de la statistique de l'UNESCO. (1986). *Le Cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles (CSC)*. Récupéré sur <http://www.uis.unesco.org/culture/Pages/framework-cultural-statisticsFR.aspx>
- Institut de la statistique de l'UNESCO. (2009). *Cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles*. Récupéré sur <http://www.uis.unesco.org/culture/pages/framework-cultural-statisticsFR.aspx?SPSLanguage=FR>
- Institut de la statistique du Québec. (2004). *Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec*. Récupéré sur http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/publicat_obs/class_act_cult2004.htm

- Institut de Tourisme HES-SO. (2012). *Mandat d'étude de faisabilité de l'Observatoire valaisan du tourisme (OVT) : Synthèse des travaux réalisés* [Document interne non publié]. Sierre : Auteur.
- Le Nouvelliste. (2012). *Les suppléments gratuits du journal*. Récupéré sur <http://www.lenouvelliste.ch/fr/archives/magazines/>
- Loterie Romande. (2012). *Site des organes cantonaux de répartition*. Récupéré sur <http://www.entraide.ch/fr/valais/chiffres-du-canton>
- Observation. (2012). In *Le Grand Robert*. Récupéré sur <http://gr.bvdep.com/gr.asp>
- Observatoire de la culture et des communications du Québec. (2012). *Organisation*. Récupéré sur <http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/organismes/index.htm#mission>
- Observatoire des politiques culturelles. (2008). *L'information et l'observation culturelle : un point d'appui du développement du spectacle vivant et de l'audiovisuel ?* [Actes du séminaire]. Grenoble : Auteur.
- Observatoire des politiques culturelles. (2012). *Rôle et démarche*. Récupéré sur http://www.observatoire-culture.net/representation/ido-2/role_et_demarche.html
- Observatoire des politiques culturelles de Wallonie. (2007). *Cartographie des opérateurs subventionnés en Communauté française*. Récupéré sur <http://www.opc.cfwb.be/index.php?id=3847#c7610>
- Observatoire des politiques culturelles de Wallonie. (2012). *Publications*. Récupéré sur <http://www.opc.cfwb.be/index.php?id=3581>
- Observatório das Actividades Culturais. (2012). *Observatory*. Récupéré sur http://www.oac.pt/menuobservatorio_ing.htm
- Observatorio de culturas. (2011). *Encuesta Biennial de Culturas 2011*. Récupéré sur http://www.culturarecreacionydeporte.gov.co/observatorio/documentos/encuesta/encuesta11/d_resultados.html
- Observatorio de culturas. (2012). *Acerca del observatorio*. Récupéré sur <http://www.culturarecreacionydeporte.gov.co/observatorio/acercade.html>
- Observatorio de políticas culturales. (2012). *OPC*. Récupéré sur <http://www.observatoriopoliticasculturales.cl/OPC/ser.html>
- Observatorio cultural de Buenos Aires. (2012). *Principal*. Récupéré sur <http://web.econ.uba.ar/WAppFCE01/CrudBoxContainer01?Function=getXhtml&boxContainerPOID=2342>

- Observatory of cultural policies in Africa. (2001). *Draft OCPA Projet Document*. Récupéré sur <http://www.ocpanet.org/>
- Observatory of cultural policies in Africa. (2012). *About the observatory*. Récupéré sur <http://www.ocpanet.org/>
- Office fédéral de la statistique. (2001). *Sources de la statistique de la culture et indicateurs statistiques culturels prioritaires*. Récupéré sur <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/16/22/publ.html>
- Osservatorio culturale del Cantone Ticino. (2012). *Missione*. Récupéré sur <http://www3.ti.ch/osservatorioculturale/missione.php>
- Osservatorio culturale del Piemonte. (2012). *Missione*. Récupéré sur <http://www.ocp.piemonte.it/missione.html>
- Meyer, F. A. (2011). *Pratiques de benchmarking : Créer collectivement du sens à partir du succès d'autres organisations*. Paris : Lexitis Éditions.
- Plateforme Culture Valais. (2012a). *Newsletter – L'appel de la culture*. Récupéré sur <http://www.culturevalais.ch/fr/a-notre-propos/newsletter>
- Plateforme Culture Valais. (2012b). *Réseau culturel : infrastructures*. Récupéré sur http://agenda.culturevalais.ch/fr/infrastructure/list_all
- Photo-Genic.ch. (2009a). *Choix d'ouvrages [photo]*. Récupéré sur <http://images.valais.ch/db/image/6916>
- Photo-Genic.ch. (2009b). *Dans l'atelier d'une artiste visuelle [photo]*. Récupéré sur <http://images.valais.ch/db/image/6897>
- Pornon, H. (2011). *SIG : La dimension géographique du système d'information*. Paris : Dunod
- SITG. (2011). *Le Système d'information du territoire genevois. Depuis 20 ans au service de la population genevoise et au-delà*. Récupéré sur http://etat.geneve.ch/sitg/ans_service_population_genevoise_dela-5050.html
- SITG. (2012a). *Atlas culturel transfrontalier : fiche complète*. Récupéré sur <http://ge.ch/geoportail/metadataaws/Publish/5833.html>
- SITG. (2012b). *Le guichet cartographique du projet d'agglomération*. Récupéré sur <http://ge.ch/geoportail/geoagglo/>
- Sohl, M. (2012). *Alonzo King LINES Ballet – Ricardo Zayas [photo]*. Récupéré sur http://www.crochetan.ch/index.php?option=com_content&view=article&id=1554&Itemid=9999
- Suisse Tourisme. (2011). *Tourism Monitoring Switzerland 2010*. Récupéré sur <http://www.stnet.ch/fr.cfm/marketing/TMS/offer-TMS-Daten%20TMS%202010-346638.html>

The Budapest Observatory. (2012). *About ourselves*. Récupéré sur <http://www.budobs.org/about-ourselves.html>

UNESCO. (1969). *Réflexions préalables sur les politiques culturelles*. Récupéré sur unesdoc.unesco.org/images/0013/001333/133392fo.pdf

UNESCO. (1972). *Les instruments d'analyses du développement culturel*. Récupéré sur <http://www.unesco.org/new/fr/culture/resources/online-materials/publications/>

UNESCO. (2003). *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*. Récupéré sur <http://www.unesco.ch/fr/l-unesco/programme-de-culture/patrimoine-immateriel/convention-pour-la-sauvegarde-du-patrimoine-culturel-immateriel.html>

Valais Tourisme. (2012). *Parcs naturels*. Récupéré sur <http://www.valais.ch/fr/Activites-experiences-ete/Activites-ete/Excursions-ete/Parcs/Parcs-naturels.html>

Ville de Montréal. (2010). *La médiation culturelle – l'artiste, l'œuvre, le citoyen : la rencontre*. Récupéré sur <http://montreal.mediationculturelle.org/quest-ce-que-la-mediation-culturelle/>

Annexe I : Inventaire et benchmark complet des observatoires culturels existants

Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ)

Pays : Québec, Canada

Année de création : 2000

Site internet : <http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/default.htm>

Financement/soutien: six partenaires

- Culture, Communications et Condition Féminine
- Conseil des arts et des lettres
- Régie du cinéma
- Société de développement des entreprises culturelles
- Institut de la statistique
- Bibliothèque et Archives nationales

Mission : « Répondre aux besoins réels et concrets des intervenants des secteurs de la culture et des communications ainsi que de ceux qui traitent avec ces secteurs en matière de statistiques, de soutien à la recherche et de veille » (OCCQ, 2012).

Publications/moyen de diffusion :

- Bulletins *Optique culture* et *Statistiques en bref* par domaine (périodicité irrégulière)
- Divers rapports et études
- Tableau de bord de la culture
- Newsletter envoyée par courrier électronique
- Présence sur le réseau social Twitter

Spécificités/contenu :

- Multitude de données statistiques disponibles pour chaque domaine et groupe, système très complet, listes déroulantes pour le choix des années
- Données statistiques concernant les dépenses culturelles des administrations publiques, les emplois et la rémunération, les dépenses culturelles des ménages et les pratiques culturelles
- Banque de données sur les films concernant les projections et l'assistance aux films exploités au Québec (collaboration avec la Régie du cinéma du Québec (RCQ), mise à jour mensuelle, enquêtes auprès des exploitations cinématographiques)

Source : OCCQ (2012)

Observatoire des politiques culturelles (OPC)

Pays : Grenoble, France

Année de création : 1989

Site internet : <http://www.observatoire-culture.net/>

Financement /soutien:

- Recettes propres
- Ministère de la culture et de la communication
- Région Rhône-Alpes
- Conseil général de l'Isère
- Ville de Grenoble

Mission : « L'Observatoire des politiques culturelles est un organisme national qui travaille sur l'articulation entre l'innovation artistique et culturelle, les évolutions de la société et les politiques publiques au niveau territorial. Par l'organisation d'études, de séminaires de rencontres, d'informations et de formations continues, l'OPC exerce un rôle d'éclaireur pour un large cercle de professionnels des arts et de la culture, d'experts et d'élus. » (OPC, 2012)

Publications/moyen de diffusion :

- Existence des Éditions OPC
- 8 à 10 publications annuelles (études, actes)
- Revue *L'Observatoire* (publication semestrielle)

Contenu :

- Séminaires et conférences (au niveau national et international)
- Formations
- Conseil
- Centre de documentation

Spécificités

L'observatoire des politiques culturelles de Grenoble n'est pas actif dans la récolte de données statistiques et la publication de celles-ci. En effet, l'activité principale de l'OPC réside avant tout dans la publication régulière d'études et d'évaluations exploitant des données statistiques produites par d'autres institutions, en lien avec les politiques culturelles et la société. La formation constitue également un champ d'activité primordial pour l'OPC, puisqu'ils proposent leur propre cursus de formation continue ainsi que différentes journées et séminaires.

Source : OPC (2012)

Observatoire des politiques culturelles de Wallonie (OPCW)

Pays : Fédération Wallonie-Bruxelles, Belgique

Année de création : 2001

Site internet : <http://www.opc.cfwb.be/>

Financement/Soutien : Gouvernement de la Communauté française de Belgique.

Mission :

- Dresser et rendre accessibles au public, des portraits socio-économiques des secteurs culturels
- réaliser ou faire réaliser des études relatives aux politiques culturelles, à leur impact sur les publics, à leur histoire
- réunir et faire connaître les ressources disponibles traitant des politiques publiques de la culture et de leur évaluation (Gouvernement de la Communauté française, 2001, pp. 1-2)

Publications/moyen de diffusion :

- Différentes publications concernant les pratiques culturelles et la diffusion culturelle pour la Communauté française (Belgique francophone)
- Revue *Repères : histoire des politiques culturelles* (revue n°1 publiée en mai 2012)
- Lettre d'information électronique semestrielle

Spécificités/contenu :

L'Observatoire des politiques culturelles est un Service du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

- Cartographie des opérateurs culturels subventionnés
- Fonds documentaire et sa base de données (plus de 4000 documents répertoriés)

Source: Observatoire des politiques culturelles de Wallonie (2012)

Observatory of cultural policies in Africa (OCPA)

Pays : Mozambique, Afrique

Année de création : 2002

Site internet : <http://www.ocpanet.org/>

Soutien/Financement :

- Union Africaine
- Ford Foundation
- UNESCO

Mission :

- Collecter, maintenir, analyser, diffuser et mettre à jour des informations sur le développement de la vie culturelle en Afrique dans un contexte global
- Servir de centre de ressources et de mécanisme d'analyse basé sur l'expérience pour les politiques culturelles
- Evaluer les tendances dans le développement des politiques afin de pouvoir anticiper et émettre des signaux d'alarme
- Fournir des services d'expertise et de conseil

Publications/moyens de diffusion :

- Séminaires
- Diverses publications
- Documents en rapport avec les politiques culturelles nationales
- Newsletter électronique mensuelle (environ 30 pages, bilingue anglais-français)

Spécificités/contenu :

L'OCPA travaille actuellement sur le développement de plusieurs outils en ligne, tels qu'un centre de documentation, une base de données des différentes politiques culturelles nationales en Afrique et une base de données des institutions et spécialistes travaillant en lien avec la culture, le développement culturel et les politiques culturelles.

Cet observatoire paraît être en construction, d'où le nombre restreint de publications et de services disponibles. En revanche, l'institution semble bénéficier d'un cadre précis et clair pour son futur développement.

Source: Observatory of cultural policies in Africa (2012)

The Budapest Observatory – Regional observatory on financing culture in East-central Europe

Pays : Budapest, Hongrie

Année de création : 1999

Site internet : <http://www.budobs.org/>

Financement/soutien :

- UNESCO
- Hungarian Ministry of Cultural Heritage
- Hungarian National Cultural Fund
- National Civic Fund

Mission : Aider les personnes qui souhaitent en savoir plus sur les conditions (finances, législation, gouvernement, politiques) de la vie culturelle (activités culturelles, produits, organisations) des pays de l'Europe centrale et orientale.

Publications/moyens de diffusion :

- Environ cinq publications par an
- Un Mémo par mois (équivalent d'un article de blog)

Spécificités/contenu :

Cet observatoire semble différer quelque peu de ceux étudiés précédemment. En effet, le site internet ressemble à un blog où l'on peut lire différents articles concernant des programmes européens, des sondages, etc. En revanche, on n'y trouve très peu – voire pas – d'informations statistiques sur les différents domaines de la culture ou son évolution au fil des années. La dimension scientifique semble absente, de par le style d'écriture et puisque les sources ne sont pas citées. L'accent est mis sur les politiques et programmes européens ainsi que les rencontres internationales.

Source: The Budapest Observatory (2012)

Greek Observatory of Cultural Practices and Cultural Policy

Pays : Grèce

Année de création : 2010

Site internet : <http://entopia.org/costisdallas/observatory/>

Soutien/Financement : Département des communications, des médias et de la culture (Panteion University)

Mission : Promouvoir l'information et les connaissances scolaires dans le domaine, les pratiques et les politiques culturelles.

Publications/moyens de diffusion :

Quelques références d'ouvrages et d'articles rédigés par le responsable de l'Observatoire/auteur du blog

Spécificités/contenu : Cet observatoire semble être actif principalement dans la recherche universitaire et le milieu académique. Plusieurs projets européens sont en rapport avec l'archéologie.

Source: Greek observatory of cultural practices and cultural policy (2012)

The ACP Cultural Observatory

Pays: African, Caribbean and Pacific group of states

Année de création : 2002

Site internet : <http://www.acpcultures.eu/>

Financement : ACPCultures

Mission : L'Observatoire culturel ACP est un projet pilote qui a pour objectif de fournir un appui aux pays ACP afin de mieux appréhender les enjeux posés par les industries culturelles et d'en identifier les tendances structurantes.

Publications/moyens de diffusion :

- Des publications concernant différents domaines culturels sont disponibles sur le site internet, mais celles-ci n'ont pas été réalisées par l'*ACP Cultural Observatory*.
- Annonce sur le site internet vouloir publier des recherches et analyses dans le courant de l'année 2010 ainsi qu'une étude de faisabilité. Or, rien ne semble être disponible en ligne à l'heure actuelle.

Spécificités/contenu :

- Base de données des autorités culturelles et des associations nationales actives dans ce milieu
- Centre de ressources par thématiques et par régions
- Soutien financier à 6 projets culturels
- Présentation de différents programmes de financement et de subvention pour les acteurs de la culture
- Base de données ACPCultures : plus de 5'000 acteurs culturels recensés

Source : ACP Cultures (2012)

Observatório das Actividades Culturais

Pays : Portugal

Année de création : 1996

Site internet : http://www.oac.pt/menuobservatorio_ing.htm

Financement :

- Ministère portugais de la culture
- Institut des sciences sociales de l'université de Lisbonne
- Institut national de statistiques

Mission : Produire et diffuser de manière systématique et régulière des informations concernant les tendances actuelles dans le domaine des activités culturelles, particulièrement en ce qui concerne la fréquentation, l'impact des événements culturels, les politiques culturelles et les institutions culturelles.

Publications/ moyens de diffusion :

- Différentes publications et analyses d'impact
- Revues *OBS* et *OBS Pesquisas*, papiers, rapports (tous en portugais)

Spécificités/contenu :

- Séminaires, rencontres et conférences
- Toutes les publications réalisées par cet observatoire sont en portugais, ce qui limite les comparaisons avec d'autres organisations et en rend la compréhension difficile.

Source : Observatório das Actividades Culturais (2012)

**Observatorio cultural de Facultad de Ciencias Económicas
de la Universidad de Buenos Aires**

Pays : Buenos Aires, Argentine

Date de création : 1997

Site internet :

<http://web.econ.uba.ar/WAppFCE01/CrudBoxContainer01?Function=getXhtml&boxContainerPOID=2342>

Soutien/Financement :

Faculté de sciences économiques de l'université de Buenos Aires

Mission : Contribuer à la professionnalisation du secteur de la culture par la promotion de la recherche, le développement d'études disciplinaires, des programmes de formation continue et des schémas d'assistance technique destinés à renforcer l'administration et la gestion du secteur culturel et créatif.

Publications/ moyens de diffusion :

- Diverses publications et articles, toujours en lien avec l'économie et la culture
- Rencontres et journées de formation continue

Spécificités/ contenu :

- Bibliothèque spécialisée dans le domaine de l'administration et la gestion d'organisations culturelles (plus de 1000 supports) + catalogue en ligne
- Banque de données avec informations détaillées concernant les acteurs et organismes du secteur, disponible par champ d'activité, type d'institutions et situation géographique
- Conseil et assistance technique (processus constitutionnels et organisationnels)

Source : Observatorio cultural de Buenos Aires (2012)

Observatorio de políticas culturales

Pays : Santiago de Chile, Chili

Année de création : 2011

Site internet : <http://www.observatoriopoliticasculturales.cl/OPC/ser.html>

Soutien/financement :

- Université du Chili
- Ambassade de France
- Société chilienne des droits d'auteur
- UNESCO

Mission : Approfondir la connaissance du secteur culturel chilien et contribuer aux études des politiques culturelles, favoriser le débat public au sujet des politiques culturelles et améliorer l'offre de formation dans le domaine culturel.

Publications/moyens de diffusion :

- Publication annuelle *OPC : Observatorio de políticas culturales*
- Séminaires internationaux
- Bulletins et communiqués
- Social Media : canal OPC- YouTube, Facebook, Twitter et blog (<http://observatoriopoliticasculturales.blogspot.ch/>), pas mis à jour depuis plus d'une année)

Spécificités/contenu :

- Formation continue pour les agents culturels (surtout adressée aux personnes appelées à prendre des décisions)
- Séminaires internationaux

Source : Observatorio de políticas culturales (2012)

Observatorio de Culturas

Pays : Bogotá, Colombie

Année de création : 1995, a changé plusieurs fois de nom et de mission (selon le maire en fonction)

Site internet : <http://www.culturarecreacionydeporte.gov.co/observatorio/index.html>

Soutien/financement :

- Secrétariat de la Culture, des Loisirs et du Sport

Mission :

Favoriser les connaissances au sujet de la ville de Bogotá afin de faciliter l'élaboration et la mise en place des politiques culturelles

Publications/moyens de diffusion :

- Publication annuelle d'un **Annuaire de mesures** qui consiste en un long rapport (env. 350 pages) présentant des données statistiques pour les plus grands événements culturels de l'année écoulée du pays (festivals, célébrations anniversaires, musique, etc.)
- **Enquête Biennale de Culture (EBC)** : grande enquête *face to face* réalisée tous les deux ans auprès d'un panel représentatif de citoyens (concernant la qualité de vie, la politique, le patrimoine, pratique et consommation artistique/culturelle, technologies d'information, sports et activités récréationnelles). En 2011, plus de 13'000 personnes interrogées.
- **Bulletins thématiques** sur des sujets populaires (culture en général) qui reprennent des informations issues de l'Enquête biennale
- Réseaux sociaux : Facebook, Twitter

Spécificités/contenu :

- Beaucoup de sondages annuels (pour les différents festivals de Bogotá) et graphiques illustrant les résultats.
- EBC
- Bibliothèque virtuelle (<http://issuu.com/observatoriodeculturas>)

Source : Observatorio de culturas (2012)

Osservatorio culturale del Piemonte

Pays : Piémont, Italie

Année de création : 1998

Site internet : <http://www.ocp.piemonte.it/>

Soutien/financement : Partenariat public-privé entre différentes institutions, administrations locales, fondations bancaires, associations, instituts de recherche, etc.

Mission : N/A

Publications/moyens de diffusion :

- Rapport annuel
- Rapports statistiques annuels concernant la consommation culturelle (musées et patrimoine culturel, cinémas)
- Monitoring mensuel (musées et patrimoine culturel, cinémas)

Spécificités/contenu :

- L'accent est mis sur les musées, le patrimoine culturel et les cinémas. Toutes les données statistiques sont triées par provinces de la région Piémont.
- Le rapport annuel contient cependant des informations sur le domaine du spectacle vivant également

Source : Osservatorio culturale del Piemonte (2012)

Osservatorio culturale del cantone Ticino

Pays : Tessin, Suisse

Année de création : N/A

Site internet : <http://www3.ti.ch/osservatorioculturale/index.php>

Soutien/financement :

- Repubblica e cantone Ticino

Mission :

- Assurer un suivi des différentes activités culturelles proposées dans le canton
- Collaborer à l'élaboration de stratégies pour la promotion touristique

Publications/moyens de diffusion : N/A

Spécificités/contenu :

- Base de données des institutions et opérateurs touristiques dans le canton (à rechercher par catégorie ou par district)
- Base de données de documents (à rechercher par catégorie)
- Agenda des événements culturels du canton
- Aucune étude ou publication à ce jour

Source : Osservatorio culturale del cantone Ticino (2012)

Déclaration de l'auteur

Je déclare, par ce document, que j'ai effectué le travail de Bachelor ci-annexé seule, sans autre aide que celles dûment signalées dans les références, et que je n'ai utilisé que les sources expressément mentionnées. Je ne donnerai aucune copie de ce rapport à un tiers sans l'autorisation conjointe du RF et du professeur chargé du suivi du travail de Bachelor, y compris au partenaire de recherche appliquée avec lequel j'ai collaboré, à l'exception des personnes qui m'ont fourni les principales informations nécessaires à la rédaction de ce travail et que je cite ci-après :

Axel Roduit, conseiller culturel à l'État du Valais

Jacques Cordonier, chef du Service de la culture à l'État du Valais

Lausanne, le 16 décembre 2012

Line Cuanillon

